

Un an après : la COVID-19 a entravé l'efficacité des OSC sur de nombreux fronts

Une étude du secteur des organisations de la société civile internationale (OSCI) du POED sur l'impact de la pandémie

Remerciements

Je tiens à remercier Luca De Fraia, secrétaire général adjoint d'ActionAid Italie, qui a lancé l'étude et a dirigé et supervisé le processus dans le cadre du plan de travail OSCI POED. Je suis également reconnaissant aux membres du groupe d'évaluation par les pairs pour leurs conseils d'experts et leurs commentaires sur le questionnaire et le projet de rapport, à savoir : Rebecca Perlmutter (Oxfam America) ; Jennifer del Rosario-Malonzo (IBON International) ; Mandeep Tiwana (CIVICUS) ; et Izabella Toth (Cordaid). Enfin, nous remercions tout particulièrement les participants aux entretiens et à l'enquête qui ont donné de leur temps pour fournir des informations précieuses et partager une multitude de rapports et d'autres documents sur les impacts de la COVID-19.

Autrice : Catherine Turner

Pour les commentaires : Envoyez vos commentaires à luca.defraia@actionaid.org



Ce document a été réalisé avec l'aide financière de la SIDA, l'Agence suédoise de coopération internationale au développement. Le contenu de ce document relève de la seule responsabilité du POED et ne peut en aucun cas être considéré comme reflétant la position du donateur susmentionné.

SOMMAIRE

| | |
|---|-----------|
| 1 – | |
| INTRODUCTION..... | 3 |
| 2 - | |
| MÉTHODOLOGIE..... | 4 |
| 3 - | |
| LIMITES..... | 4 |
| 4 - CONTEXTE..... | |
| 1 - INTRODUCTION..... | 9 |
| 2 - MÉTHODOLOGIE | 11 |
| 3 - LIMITATIONS | 11 |
| 4 - CONTEXTE..... | 12 |
| 4.1 - La pandémie de COVID-19 | 12 |
| 4.2 - Comment les OSC ont répondu à la pandémie | 12 |
| 5 - Principaux impacts pour les OSC | 14 |
| 5.1 - Restrictions de l'environnement opérationnel des OSC | 14 |
| a. L'ampleur et la complexité du problème | 14 |
| b. Restreindre l'espace civique sous couvert de mesures d'urgence | 14 |

- c. Des restrictions proportionnées pour freiner la propagation du virus16

5.2 - La numérisation18

- a. Nouvelles méthodes de travail.....18
- b. La fracture numérique.....20

5.3 - Financement.....24

- a. Financement des ONGI et des plateformes et réseaux de membres des OSC.....24
- b. Accès des OSC nationales au financement.....24

5.4 -Impacts sur le personnel 28

6 - LES PRINCIPES D'ISTANBUL : LES EFFETS DE LA PANDÉMIE ET LES RÉPONSES À Y APPORTER..... 29

6.1 - Respecter et promouvoir les droits humains et la justice sociale 29

6.2 - Incarner l'égalité et l'équité entre les genres tout en promouvant les droits des femmes et des filles.....31

6.3 – Attention portée sur l'autonomisation, l'appropriation démocratique et la participation populaire..... 33

6.4 - Promouvoir la durabilité environnementale..... 33

6.5 - Pratiquer la transparence et la responsabilité 35

- a. Transparence35
- b. Responsabilité35

6.6 - Poursuivre les partenariats équitables et la solidarité..... 37

- a. Contraintes liées aux donateurs pour des partenariats équitables37
- b. Toutes les OSC n'ont pas vécu la pandémie de la même manière.....37
- c. Les contraintes de la pandémie apportent quelques progrès37

| | |
|---|-----------|
| 6.7 - Créer et partager des connaissances et s'engager dans l'apprentissage mutuel | 42 |
| 6.8 - S'engager à réaliser un changement positif durable..... | 42 |
| 7 - CONCLUSION ET RÉFLEXIONS FINALES | 45 |
| 7.1 - Conclusion | 45 |
| 7.2 - Réflexions finales..... | 47 |
| a. La pandémie des inégalités..... | 47 |
| b. Les défis de la localisation et des partenariats équitables..... | 47 |
| c. Mettre de l'ordre dans sa propre maison | 47 |
| d. Restriction de l'espace civique..... | 49 |
| e. Les fonds de l'APD doivent cibler les communautés les plus pauvres..... | 49 |
| f. Une fenêtre d'opportunité..... | 49 |
| Annexe 1 :..... | 50 |
| 1 - La pandémie des inégalités | 50 |
| 2 - Les défis de la localisation et des partenariats équitables | 50 |
| 3 - Mettre de l'ordre dans sa propre maison | 50 |
| 4 - Restriction de l'espace civique | 50 |
| 5 - Les fonds de l'APD doivent cibler les communautés les plus pauvres..... | 52 |
| 6 - Une fenêtre d'opportunité..... | 52 |
| Annexe 2 :..... | 53 |
| Plateformes/réseaux d'adhérents opérant au niveau international | 53 |
| OSCI..... | 53 |
| OSC et coalitions nationales..... | 54 |
| Annexe 3 :..... | 55 |
| Partenariat des OSC pour l'efficacité du développement (POED) | 55 |
| Plateformes / Réseaux de membres | 55 |
| OSC | 56 |
| Syndicats..... | 59 |

Annexe 4 :..... 60

Quelle est l'efficacité des organisations internationales non gouvernementales ? Une étude sur le soutien des ONGI à l'agenda de l'efficacité du développement (POED, 2016) - RESUMÉ..60

Accélérer la mise en œuvre des principes d'Istanbul par les ONGI dans un paysage de développement en mutation (POED, 2019) - EXTRAIT : PRINCIPAUX OBSTACLES À LA MISE EN ŒUVRE63

5 5

5.1 - La pandémie de COVID-19 5

5.2 - Comment les OSC ont répondu à la the pandémie 5

6 - PRINCIPAUX IMPACTS POUR LES OSC.....5

6.1 — Limitations opérationnelles des OSC 6

a. L'ampleur et la complexité du problème..... 6

b. Restriction de l'espace civique sous couvert de mesures d'urgence 6

c. Restrictions proportionnées restrictions pour freiner la propagation du virus 7

6.2 - La numérisation 8

a. Nouvelles méthodes de travail..... 8

b. La fracture numérique 9

6.3 - Financement..... 11

a. Financement des ONGI et des membres des plateformes d'OSC 11

b. Accès au financement des OSC nationales..... 11

6.4 - Impacts sur le personnel..... 13

7 - LES PRINCIPES D'ISTANBUL : LES EFFETS DE LA PANDÉMIE ET LES RÉPONSES APPORTÉES..... 14

7.1 Respecter et promouvoir les droits humains et la justice sociale 14

7.2 Incarner l'égalité et l'équité des genres tout en promouvant les droits des femmes et des filles 15

7.3 – Accent mis sur l'autonomisation, l'appropriation démocratique et la participation populaire.....16

7.4 - Promouvoir la durabilité environnementale16

| | |
|---|----|
| 75 - Pratiquer la transparence et la responsabilité | 17 |
| a. Transparence..... | 17 |
| b. Responsabilité | 17 |
| 7.6 — Rechercher des partenariats équitables et solidaires..... | 18 |
| a. Contraintes liées aux donateurs pour des partenariats équitables | 18 |
| b. Toutes les OSC n'ont pas vécu la pandémie la même manière | 18 |
| c. Les contraintes de la pandémie apportent quelques progrès..... | 18 |
| 7.7 — Créer et partager des connaissances et s'engager dans l'apprentissage mutuel. ... | 21 |
| 7.8 — S'engager à réaliser un changement positif durable | 21 |

8 CONCLUSIONS ET REFLEXIONS FINALES

| | |
|---|----|
| 8.1 - Conclusion | 23 |
| 8.2 - Réflexions finales | 24 |
| a. La "pandémie d'inégalité" | 24 |
| b. Les défis de la localisation et des equitable partenariats équitables24..... | 24 |
| c. Une maison en ordre | 24 |
| d. La restriction de l'espace civique..... | 25 |
| e. Les fonds de l'APD doivent cibler les communautés les plus pauvres..... | 25 |
| f. Une fenêtre d'opportunité | 25 |

ANNEXE 1 :

QUESTIONS POUR UNE RÉFLEXION ET UN APPRENTISSAGE PLUS APPROFONDIS.....26

ANNEXE 2 :

LISTE DES ORGANISATIONS DONT LES REPRÉSENTANTS ONT PARTICIPÉ À L' ENQUÊTE ET/OU AUX ENTRETIENS 28

ANNEXE 3 :

LISTE DES MATÉRIAUX FOURNIS PAR LES PARTICIPANTS À L'ÉTUDE ... 29

ANNEXE 4 :

ÉTUDES ANTÉRIEURES DU GROUPE DE CIRCONSCRIPTION POED OSCI 33

Quelle est l'efficacité des organisations non gouvernementales internationales ? Une étude du soutien des ONGI à l'agenda de l'efficacité du développement (POED, 2016) - RÉSUMÉ

33

Accélérer la mise en œuvre des Principes d'Istanbul par les ONGI dans un paysage du développement en mutation (POED, 2019) - EXTRAIT : PRINCIPAUX OBSTACLES À LA MISE EN ŒUVRE

.....**35**

1 - INTRODUCTION

La pandémie de COVID-19 et nombre des réponses qui y ont été apportées ont créé des défis sans précédent en termes d'ampleur et de nature dévastatrices de la crise sanitaire et de ses impacts sociaux et économiques secondaires. Cette situation pose à son tour de nouveaux défis au développement durable. Alors que les besoins sont aujourd'hui plus importants qu'ils ne l'ont été depuis des décennies, les pays en voie de développement doivent faire face à de nouveaux défis.

En raison de la pandémie, les pays de l'UE sont confrontés à un manque à gagner estimé à 1 700 milliards de dollars US sur les sommes nécessaires pour atteindre les objectifs de développement durable (ODD) d'ici à 2030. Cette somme s'ajoute à un déficit existant de 2 500 milliards de dollars US dans le financement annuel du développement. Le Partenariat mondial pour une coopération efficace au service du développement (PMCED) appelle lui aussi à une réponse efficace pour limiter les coûts humains et économiques et parvenir à une reprise durable qui ne laisse personne de côté.²

Ce rapport offre un aperçu, du point de vue des organisations de la société civile internationale (OSCI), des effets considérables de la pandémie mondiale, un an après, sur la capacité de ce groupe à jouer son rôle, vu sous l'angle de l'agenda de l'efficacité du développement. L'objectif est donc de mettre en évidence les principaux impacts sur la capacité des OSC à fonctionner efficacement, afin d'aider le groupe des OSCI, et le Partenariat des OSC pour l'efficacité du développement (POED) dans son ensemble, à définir les prochaines étapes d'une recherche et/ou d'une action plus approfondie pour aider les OSC à mieux mettre en œuvre leurs principes de l'efficacité du développement en ces temps difficiles. Initié par la circonscription sectorielle des OSCI du POED, ce rapport fait partie du cadre d'activité du POED.

Il décrit les principaux impacts identifiés par les participants à l'étude, notamment les défis posés par un environnement de plus en plus hostile pour les OSC et de sérieuses contraintes de financement pour tous, mais particulièrement pour les OSC nationales. Il examine ensuite plus en détail comment la pandémie et les réponses qui y ont été apportées ont affecté la capacité des OSC à mettre en œuvre les domaines clés qui guident l'efficacité de leurs opérations. Il met en évidence certaines entraves majeures, créées par la pandémie, aux capacités des OSC à promouvoir des domaines essentiels, tels que les droits humains, la justice sociale et l'autonomisation des femmes et des filles, et à respecter leurs engagements pratiques en matière d'autonomisation des personnes, d'appropriation et de participation démocratique et de poursuite de partenariats équitables avec les OSC partenaires nationales et locales. Il présente également certaines évolutions positives, notamment une meilleure appréciation des OSC et des causes qu'elles défendent, ainsi que les multiples possibilités offertes par la numérisation. Elle les examine dans le contexte des grandes tendances du développement international qui se sont accentuées pendant la pandémie ou qui sont apparues en son sein.

Ce rapport s'appuie également sur un certain nombre d'études antérieures, à savoir : " *Initiatives de la société civile face à la Covid-19* ", un rapport, qui détaille les résultats d'une enquête entreprise par le POED quelques semaines seulement après le début de la pandémie afin de mieux comprendre comment la pandémie affectait les OSC à ce moment-là ;³ une étude de 2016, une auto-évaluation du niveau de soutien de la communauté des ONGI à l'agenda de l'efficacité du développement, " *Quelle est l'efficacité des organisations non gouvernementales internationales ? Une étude du soutien des ONGI à l'agenda de l'efficacité du développement.* " ⁴ (ci-après, "l'étude POED OSCI 2016") ; et un document de travail de suivi de 2019, " *Accélérer la mise en œuvre des principes d'Istanbul par les ONGI dans le paysage de développement en mutation.* " ⁵ (ci-après, "l'étude POED OSCI 2019"), qui a examiné les domaines de l'efficacité du développement qui ont été les plus difficiles à mettre en œuvre pour les ONGI, et les a mis en contexte par rapport aux principales tendances affectant les ONGI à l'époque.

¹ OCDE, *Perspectives mondiales du financement du développement durable 2021 : Une nouvelle façon d'investir pour les personnes et la planète* (9 novembre 2020). <https://www.oecd-ilibrary.org/sites/e3c30a9a-en/index.html?itemId=/content/publication/e3c30a9a-en>.

² PMCED, *COVID-19 Global Pandemic and New PMCED Workplan*, Déclaration des coprésidents du PMCED (12 mai 2020). <https://www.effectivecooperation.org/content/co-chairs-statement-covid-19-pandemic-and-new-work-programme>.

³ Partenariat des OSC pour l'efficacité du développement (POED), *Initiatives de la société civile sur Covid-19*. (19 Juin 2020).

UN AN APRÈS :

<https://csopartnership.org/wp-content/uploads/2020/06/Initiatives-de-la-societe-civile-face-a-la-Covid-19.pdf>

⁴ Liz Steele, *How effective are International Non-Governmental Organisations ? Une étude du soutien des ONGI à l'agenda de l'efficacité du développement*, POED (2016), <https://csopartnership.org/resource/cdpe-ingo-report-2016/>

⁵ Costanza De Toma, *Accélérer la mise en œuvre des principes d'Istanbul par les ONGI dans un paysage de développement en mutation*. POED (avril 2019), <https://csopartnership.org/resource/POED-OSCI-guidelines-paper/>

2 - MÉTHODOLOGIE

Il s'agit d'une étude qualitative, basée principalement sur des réflexions personnelles partagées lors d'entretiens. Les participants provenaient principalement d'OSC, de plateformes et réseaux de membres, occupant des fonctions diverses (politique, programmes, recherche, suivi, évaluation et apprentissage (SEA) et coordination de réseaux) et basés tant dans le Nord et que dans le Sud.

La recherche s'est déroulée en février et mars 2021, et comprenait une enquête en ligne diffusée auprès d'environ 700 parties prenantes d'OSC en février 2021, à laquelle ont répondu vingt-et-un (21) répondants d'ONGI, de plateformes régionales et nationales et de réseaux de membres, et d'OSC nationales. Douze (12) entretiens semi-structurés ont ensuite été réalisés entre le 24 février et le 8 mars 2021. Les entretiens ont impliqué seize (16) personnes issues de onze (11) organisations. Les personnes interrogées ont fourni leurs informations de manière anonyme et celles-ci n'ont donc pas été référencées dans le texte du rapport. L'enquête et les entretiens ont été étayés par une analyse documentaire, comprenant un certain nombre de documents recommandés et partagés par les participants à la recherche. Un groupe d'évaluation par les pairs composé de quatre experts représentants d'OSCI a également été mis en place pour examiner et fournir des commentaires sur le questionnaire d'entretien et le projet de rapport.

3 - LIMITATIONS

- » Il s'agit d'un aperçu basé sur les réflexions personnelles d'un petit nombre de participants, couvrant les domaines de l'efficacité du développement qui sont pertinents pour leurs domaines d'expertise et d'opération respectifs. En tant que tel, il offre des aperçus utiles et importants, mais ne peut être interprété comme une évaluation complète de l'impact de la pandémie et/ou des réponses des États et des donateurs sur la capacité du secteur à fonctionner efficacement.
- » La contribution de chaque participant reflète ses propres perceptions et expériences et ne peut donc pas être interprétée comme la position officielle des organisations qu'il représente.
- » La recherche a été commandée par la circonscription OSCI du POED, et les représentants OSCI constituaient la majorité des participants à la recherche, il y a donc inévitablement un biais vers cette perspective dans ce rapport.

4 - CONTEXTE

4.1 - La pandémie de COVID-19

Après son apparition initiale à Wuhan, en Chine, vers la fin de 2019, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a déclaré le coronavirus hautement infectieux, le virus COVID-19, devenu pandémie mondiale le 11 mars 2020. Un an plus tard, le monde a été témoin des effets brutaux de cette crise sanitaire mondiale : le virus a fait plus de 117 millions de cas confirmés et plus de 2,6 millions de décès ⁶, et ce n'est pas fini.

Les effets économiques et sociaux causés par la pandémie ont sans doute été plus dévastateurs que les menaces pour la vie et la santé liées au virus lui-même. Ils ont exacerbé des problèmes structurels sous-jacents qui étaient ancrés bien avant la COVID-19. Si la pandémie a touché tous les coins du globe, les effets secondaires ont été ressentis de manière plus aiguë dans les pays du Sud. On estime, par exemple, que 150 millions de personnes pourraient basculer dans l'extrême pauvreté d'ici 2021, annulant ainsi vingt ans de progrès. Au sein des populations, ce sont les personnes vulnérables et marginalisées qui ont le plus souffert, donnant lieu à une "pandémie d'inégalité" ⁸. Les rapports abondent sur la manière dont différents groupes sociaux, ethniques et économiques ont été touchés de manière disproportionnée par les effets primaires et secondaires de la pandémie : les femmes et les filles ⁹, les populations autochtones, les personnes handicapées et les personnes vivant dans des situations de conflit et de fragilité. La liste est longue. Bien entendu, nombre de ces identités se croisent et se chevauchent, aggravant ainsi les effets discriminatoires de la pandémie.

4.2 - Comment les OSC ont répondu à la pandémie

Les OSC, bien qu'elles soient elles-mêmes confrontées à de multiples défis, ont réagi rapidement à la crise. La première "phase d'urgence", immédiate, était axée sur l'urgence sanitaire et la satisfaction des besoins de base. Elle a été suivie d'une deuxième phase, axée sur les effets secondaires plus complexes et les problèmes structurels profondément enracinés, qu'il s'agisse de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition, de la perte des moyens de subsistance ou de la violence domestique.

Que cela fasse partie de leur mandat ou non, de nombreuses OSC ont fourni de la nourriture, des équipements de protection individuelle et des articles sanitaires essentiels. Elles ont également diffusé des informations sur la manière dont les gens pouvaient se protéger de l'infection ou chercher une aide médicale en cas de malaise. Dans la mesure du possible, elles ont cherché à s'engager avec les gouvernements et les autorités locales pour mieux cibler et coordonner leurs réponses. Elles ont aidé les titulaires de droits à obtenir des réparations juridiques et des services essentiels, lorsque les contraintes de déplacement et de distance physique le permettaient. Elles ont également mené et participé à des recherches, des actions de plaidoyer et des campagnes afin de faire la lumière sur les causes, les effets et les réponses nécessaires pour combattre la crise et s'attaquer à ses effets les plus dévastateurs. ¹⁰

⁶ Tableau de bord de l'OMS sur les coronavirus : <https://covid19.who.int>, (consulté le 11 mars 2021).

⁷ Banque mondiale, *COVID-19 to Add as many as 150 Million Extreme Poor by 2021*, communiqué de presse (7 octobre 2020). <https://www.worldbank.org/en/news/press-release/2020/10/07/covid-19-to-add-as-many-as-150-million-extreme-poor-by-2021>.

⁸ POED, *Civil Society Initiatives on Covid-19*, supra note 3.

⁹ Voir : ONU Femmes, *Impact du COVID-19 sur la violence contre les femmes et les filles et la prestation de services : UN Women rapid assessment and findings*, (2020). <https://www.unwomen.org/media/headquarters/attachments/sections/library/publications/2020/impact-of-covid-19-on-violence-against-women-and-girls-and-service-provision-en.pdf?la=fr&vs=0> ; CARE, *COVID-19 Could Condemn Women to Decades of Poverty : Implications de la pandémie de COVID-19 sur la justice économique et les droits des femmes et des filles*, (avril 2020), <https://insights.careinternational.org.uk/media/k2/>.

pièces jointes/CARE_-_Implications_de_COVID-19_sur_WEE_300420_1.pdf ; Concord, *réponse globale de l'UE à COVID-19 : Forging a path to an equitable future*, Policy brief (mai 2020) <https://beta.concordeurope.org/wp-content/uploads/sites/3/2020/06/EU-global-response-to-COVID-19-Forging-a-path-towards-an-equitable-future-1.pdf>.

¹⁰ Voir, par exemple : POED, *Civil Society Initiatives on Covid-19*, supra note 3 ; CIVICUS, *Solidarity in the Time of COVID : Civil society responses to the pandemic*, (novembre 2020) https://www.civicus.org/documents/reports-and-publications/SOCS/2020/solidarity-in-the-time-of-covid-19_en.pdf ; Bond UK,

UN AN APRÈS :

12 Ways NGOs are Helping the World's Poorest During Covid-19, (9 juin 2020). <https://www.bond.org.uk/news/2020/06/12-ways-ngos-are-helping-the-worlds-poorest-during-covid-19> ; Civil Society Platform for Peace-building and State-building (CSPPS), Fighting Covid-19, Building Peace : A civil society perspective, (13 juillet 2020) https://cspps.org/files/2020-07/CSPPS_Fighting_COVID19_Building_Peace_Report.pdf ; World Vision, 100 Days On : COVID-19 emergency response, (30 juillet 2020) [https://www.wvi.org/sites/default/files/2020-08/World%20Vision%20 COVID-19%20Emergency%20Response%20100%20Days%20On_fnl.pdf](https://www.wvi.org/sites/default/files/2020-08/World%20Vision%20COVID-19%20Emergency%20Response%20100%20Days%20On_fnl.pdf).

5 - Principaux impacts pour les OSC

Il a été demandé aux personnes interrogées quels avaient été les principaux impacts de la pandémie sur leur capacité à fonctionner efficacement, que ce soit en externe ou en interne. Les domaines les plus cités par les participants sont les suivants : les limites de leur environnement opérationnel dues à l'ampleur et à la complexité du problème, bien que cela ait également attiré l'attention sur la nécessité d'aborder les questions structurelles clés ; l'environnement de plus en plus hostile auquel la société civile est confrontée, ainsi que les restrictions imposées par les États pour endiguer la propagation du virus ; les avantages et les inconvénients de la numérisation ; et le financement, qui reste un défi majeur que la crise a encore accentué. Enfin, les effets de la pandémie ont également affecté le personnel des OSC sur le plan personnel, même si beaucoup sont fiers et heureux d'avoir été "là".

5.1 - Restrictions de l'environnement opérationnel des OSC

a. L'ampleur et la complexité du problème

La plupart des participants à l'étude semblaient, à juste titre, avoir été profondément affectés par l'ampleur et la complexité sans précédent de la crise, et notamment par ses répercussions secondaires :

"Je pense qu'il est juste de dire que certains [travaux que nous avons menés sur le renforcement de l'esprit d'entreprise, les femmes travailleuses et le travail digne] se sont effondrés du jour au lendemain sans aucun filet de sécurité pour ces travailleurs selon le secteur dans lequel ils se trouvaient. Je me souviens [...] des usines de confection du Bangladesh et du million d'emplois perdus en une semaine. C'était énorme. Dévastateur".

Mais en même temps, la plupart des personnes interrogées ont noté que cela avait au moins mis en lumière les nombreux problèmes structurels sur lesquels la société civile faisait campagne depuis des années. Il y a eu une "prise de conscience", car les autorités et le grand public pouvaient désormais voire clairement à quel point il était essentiel de s'attaquer à ces problèmes :

"C'est pourquoi nous avons besoin que ces services soient là, car lorsque vous les avez, vous êtes en mesure de faire face à la pandémie. Toutes ces inégalités que nous avons soulevées en termes de genre, de revenus, de précarité du travail. [La pandémie] a fait passer les messages que nous voulions faire passer."

Les participants à l'enquête et aux entretiens pensent que le travail essentiel réalisé par les OSC a conduit à une plus grande appréciation des OSC au sein des communautés locales, ainsi que des gouvernements qui ont accueilli favorablement le soutien et le partenariat des OSC en réponse à la crise :

"Quand vous avez eu besoin de quelque chose, qui est venu vous aider ?". C'est plus visible, peut-être, les gens comprennent mieux que la société civile est là pour eux."

En outre, un certain nombre de participants ont indiqué que le fait de travailler ensemble vers un objectif unique dans ces circonstances difficiles avait galvanisé le personnel et l'avait soudé comme jamais auparavant.

b. Restreindre l'espace civique sous couvert de mesures d'urgence

"Nous avons de nombreux partenaires et alliés, des OSC de la base, qui sont en fait profilées et ciblées par le gouvernement. Il s'agit donc d'une menace réelle. Et même pour les OSC internationales - nous avons été marqués d'une étiquette rouge par le gouvernement. C'est dangereux [...], des membres d'organisations ou d'OSC ont été assassinés."

La crise a fourni la "couverture idéale" aux gouvernements répressifs pour réprimer les libertés fondamentales et

UN AN APRÈS :

consolider davantage leurs positions (voir encadré 1). En effet, toutes les personnes interrogées ont indiqué qu'il s'agissait d'un facteur majeur limitant gravement la capacité des OSC à s'exprimer ou à opérer librement et efficacement. Les représentants des OSC ont eux-mêmes été menacés par les autorités de l'État et sont "craintifs". De sérieuses inquiétudes ont été exprimées quant à la sûreté et à la sécurité des organisations membres du réseau et des OSC nationales partenaires. Une personne interrogée a mentionné des cas de perquisitions de bureaux et de comptes bancaires gelés. Une autre personne interrogée a déclaré que des travailleurs humanitaires s'étaient vu refuser l'entrée dans des régions entières, alors que les gens avaient besoin de nourriture pour survivre.

Selon l'enquête et les entretiens, un certain nombre de gouvernements ont également refusé de s'engager avec les OSC ou de partager des informations clés.¹¹ Il s'agissait notamment de gouvernements démocratiques ayant un bon bilan en matière d'engagement des OSC auparavant. Dans un cas, les informations avaient été retenues ou retardées, l'engagement des OSC avait été bloqué et les décisions avaient été prises à huis clos "*sous couvert de circonstances exceptionnelles*".¹²

Les gouvernements n'ont pas non plus été les seuls acteurs à sévir pendant la pandémie. Un participant a commenté l'augmentation des cas de répression sur le lieu de travail en général, citant des cas d'employeurs obligeant leurs employés à se rendre au travail, ne fournissant pas d'équipement de protection, ou même enfermant les travailleurs dans des usines pour les forcer à continuer à travailler.

Bien que la répression la plus sévère semble avoir renforcé la détermination des OSC, ce qui se traduit par : "*plus de campagnes de protestation à mener, et leurs propres initiatives pour riposter*".

c. Des restrictions proportionnées pour freiner la propagation du virus

En outre, les restrictions tout à fait raisonnables déployées par les autorités (et les organisations elles-mêmes), notamment les limitations de mouvement et les mesures de distanciation physique ou sociale, ont également affecté la capacité des OSC à fonctionner efficacement. Il est devenu difficile d'atteindre les communautés les plus vulnérables en particulier, beaucoup d'entre elles n'ayant bien sûr accès à aucune forme d'appareil numérique ou de téléphone. En outre, certains rassemblements communautaires essentiels à l'obtention de certains résultats du programme, tels que les processus locaux de paix et de réconciliation, ne pouvaient pas être facilement remplacés par des moyens numériques et n'ont donc pas pu avoir lieu. Cette situation n'a pas seulement affecté la réponse d'urgence à la COVID, mais a également eu un impact négatif sur les activités de plaidoyer et les programmes en cours dans ces communautés, dont la plupart ont dû être mis en attente ou carrément abandonnés, avec des effets durables :

"Le personnel des ONG est soumis à des restrictions de mouvement et n'est pas en mesure de réunir physiquement les gens. Donc, vous voyez, les interactions entre communautés ou au niveau local seront affectées parce que ces processus ne peuvent pas avoir lieu. Et cela affecte bien sûr, dans un domaine plus large, les perspectives de paix et de stabilité durables."

UN AN APRÈS :

¹¹ Voir également : CSPPS, *Combattre le Covid-19, construire la paix : A civil society perspective*, supra note 10.

¹² Voir aussi : Bond UK/Development Initiatives/Publish What You Fund, *Shrouded in Secrecy : UK Aid cuts are happening behind closed doors, agencies warn*, communiqué de presse (26 janvier 2021) <https://www.bond.org.uk/press-releases/2021/01/shrouded-in-secrecy-uk-aid-cuts-are-happening-behind-closed-doors-agencies>.

ENCADRÉ 1 : UN ENVIRONNEMENT DE PLUS EN PLUS HOSTILE POUR LES OSC

Restriction de l'espace civique

L'espace civique ouvert est ancré dans les libertés fondamentales des personnes de s'associer, de se réunir pacifiquement et d'exprimer librement leurs points de vue et leurs opinions. En tant que tel, il constitue une condition préalable essentielle à un développement efficace et à la réalisation des ODD. L'étude POED OSCI 2019 a toutefois identifié le rétrécissement de l'espace civique comme un phénomène mondial croissant. En 2019, CIVICUS a noté que l'espace de la société civile était sérieusement attaqué dans 111 des pays du monde, soit largement plus de la moitié. En 2020, ce nombre était passé à 114, et parmi ceux-ci, la note s'était aggravée dans 11 pays (et améliorée dans seulement deux).¹³

La réponse d'urgence à la pandémie comme prétexte à une plus grande répression

La COVID-19 a joué un rôle majeur dans cette évolution. Une fois que l'OMS a déclaré que l'épidémie était une pandémie, les gouvernements du monde entier ont mis en place une législation d'urgence et des mesures extraordinaires conformes au droit international pour aider à endiguer la propagation du virus. Dans le même temps, toutefois, les gouvernements répressifs en ont profité pour introduire des restrictions supplémentaires aux libertés civiles.¹⁴ En effet, Human Rights Watch estime qu'au moins 83 gouvernements ont utilisé la COVID-19 comme prétexte pour adopter de nouvelles lois répressives et faire taire les critiques en 2020.¹⁵ Les gouvernements ont notamment introduit des lois accordant des pouvoirs d'urgence excessifs (souvent sans clause d'extinction) et des mécanismes permettant de faire respecter les confinements et les couvre-feux, ce qui a entraîné des violations des droits. La liberté d'expression et l'accès à l'information ont été menacés par les gouvernements, notamment par la détention de journalistes et la censure de "citoyens" considérés comme des pourvoyeurs de "fake news" pour avoir remis en question ou critiqué les actions du gouvernement. Certains gouvernements ont renforcé leurs capacités de surveillance pour contrôler les communications numériques et téléphoniques. Un certain nombre de gouvernements ont également continué à stigmatiser et à délégitimer les OSC.¹⁶

En outre, ces tactiques ont eu un impact disproportionné sur les défenseurs des droits humains et les groupes exclus, notamment les personnes LGTBQI+, les migrants et les réfugiés, qui étaient déjà en danger avant la pandémie.¹⁷

Il existe également des exemples où les militants ont réussi à les contester. Par exemple, au Kenya et en Bolivie, il y a eu des cas de contestation du recours excessif à la force et de la révocation de la législation d'urgence excessive respectivement.¹⁸

5.2 - La numérisation

a. Nouvelles méthodes de travail

Les contraintes liées aux déplacements et à la distanciation physique introduites en réponse à la pandémie, notamment les interdictions de voyager et l'obligation de rester chez soi, ont obligé les organisations à mettre rapidement à niveau leur équipement numérique et leurs systèmes d'information, l'infrastructure nécessaire au bon déroulement des programmes et des actions de sensibilisation, ainsi qu'à la connexion du personnel et des partenaires. Zoom, Microsoft Teams, WhatsApp et d'autres outils de communication numérique sont tous devenus des éléments familiers de nombreux lieux de travail, conférences et événements depuis 2020. Toutes les personnes interrogées ont trouvé que cela avait eu de grands avantages pour leur capacité à fonctionner efficacement, mais aussi des inconvénients importants.

L'effet sur le plaidoyer et la participation plus large aux réunions a reçu un accueil mitigé. Beaucoup ont salué les gains d'efficacité : *"Désormais, vous pouvez participer à une conférence en Afrique, puis cinq minutes plus tard à une conférence en Amérique latine"*. D'autres ont salué le fait que cela permettait une participation plus diversifiée et démocratique aux événements :

¹³ CIVICUS, *Civil Society Monitor 2020*, (novembre 2020), <https://findings2020.monitor.civicus.org/index.html>.

¹⁴ *Ibid.* Voir aussi : POED, *Civil Society Initiatives on Covid-19*, supra note 3 ; Richard Youngs, ed, *Global Civil Society in the Shadow of Coronavirus*, Carnegie Endowment for International Peace, (27 septembre 2020) https://carnegieendowment.org/files/Youngs-Coronavirus_Civil_Society_final.pdf ; Human Rights Watch, *COVID-19 Triggers Wave of Free Speech Abuse*, Special feature (11 février 2021), <https://features.hrw.org/features/features/covid/index.html> ; IBON International, *Spreading State Terror under the Pandemic and Terror Law*, (1er mars 2021) <https://iboninternational.org>.

UN AN APRÈS :

org/download/spreading-state-terror-under-the-pandemic-and-terror-law/.

¹⁵ Human Rights Watch, *COVID-19 Triggers Wave of Free Speech Abuse*, *Ibid*.

¹⁶ Voir : CIVICUS, *Slovénie : The government has taken advantage of the pandemic to restrict protest*, Interview (26 février 2021). <https://www.civicus.org/index.php/media-resources/news/interviews/4931-slovenia-the-government-has-taken-advantage-of-the-pandemic-to-restrict-protest>.

¹⁷ CIVICUS, *Civil Society Monitor 2020*, *supra* note 13.

¹⁸ CIVICUS, *Civic Freedoms and the COVID-19 Pandemic : A snapshot of restrictions and attacks*, (5 octobre 2020) <https://monitor.civicus.org/COVID19/>.

"Des organisations qui ne songeraient jamais à s'y rendre en personne, mais qui sont présentes d'une certaine manière dans les discussions du Conseil des droits de l'homme des Nations unies. Elles peuvent prendre le micro et s'exprimer. Elles ne pouvaient pas le faire avant, et maintenant elles le peuvent."

Ceux qui ont l'habitude d'assister à ces réunions en personne ont toutefois été frustrés par le manque de contacts en face à face et d'occasions de conversations secondaires, de discussions informelles et de réseautage. ¹⁹ Néanmoins, beaucoup ont exprimé l'espoir qu'au moins certains éléments virtuels seraient conservés pour permettre une participation plus large aux discussions lorsque les événements en personne reprendront.

Si les fermetures ont mis un terme à de nombreuses activités, elles ont suscité des solutions créatives en matière de programmation, notamment le développement d'applications pour les prêts villageois et les associations d'épargne, la mise en place de modules de formation sur des plateformes en ligne et la réunion de participants à des groupes de discussion provenant de nombreux pays différents, avec des résultats impressionnants, ce qui, selon les organisations, ne leur serait jamais venu à l'esprit auparavant. Toutefois, les participants ont souligné que rien ne pouvait remplacer certaines réunions en face à face, par exemple lorsqu'il s'agit de discuter de questions financières complexes ou de sujets sensibles, tels que la violence ou les abus :

"Parce qu'ils sont en personne, ils ne s'inquiètent pas de savoir si vous enregistrez la conversation, s'il y a quelqu'un d'autre, si vous allez la transmettre à quelqu'un d'autre ou autre. C'est là, vous êtes en personne et ils peuvent vous faire confiance."

b. La fracture numérique

"C'est un monde interconnecté, mais certains sont plus interconnectés que d'autres. Nous ne sommes pas tous égaux."

Le principal inconvénient, mentionné par presque tous les participants, est qu'en dépit de sa capacité à rassembler des personnes diverses et géographiquement dispersées, la numérisation n'a fait que creuser les fossés existants. Par exemple, une personne interrogée a décrit comment des collègues du Zimbabwe, où l'infrastructure numérique est faible, ont du mal à rester en ligne ou que des représentants de gouvernements et d'OSC du Sud ont dû, lors d'un événement international, soumettre des discours préenregistrés à l'avance car ils ne pouvaient pas être sûrs d'avoir la connectivité nécessaire pour s'exprimer à un moment donné de la procédure. Certains ont mentionné qu'ils s'étaient appuyés sur la communication avec les titulaires de droits par Internet ou par téléphone pendant la pandémie : ils ne pouvaient cependant pas atteindre les communautés dans les zones les plus reculées, où il n'y avait aucun accès à ce genre de choses, ainsi que les groupes au sein des sociétés, qui étaient plus susceptibles d'être exclus :

"Vous seriez en mesure d'être en contact avec des personnes occupant des emplois hautement qualifiés, par exemple, et qui ont plus de ressources que les personnes occupant des emplois moins qualifiés. Je suis sûr que les femmes ont été plus marginalisées dans [l'accès à l'internet, même au sein du foyer s'il n'y a qu'un seul ordinateur ou un seul appareil numérique ou des problèmes de connexion à l'internet. Donc, les femmes, les jeunes et aussi les groupes minoritaires sont touchés par cela."

UN AN APRÈS :

¹⁹ Voir également Amy Lieberman, "UN Forum Offers 'Sobering' Vision of SDGs Progress and New Virtual Reality", *Devex*, (21 juillet 2020), <https://www.devex.com/news/un-forum-offers-sobering-vision-of-sdgs-progress-and-new-virtual-reality-97713>.

ENCADRÉ 2 : LA NUMÉRISATION

L'étude POED OSCI 2019 a signalé l'avancée de la " quatrième révolution industrielle ", le processus de numérisation en évolution rapide et inégale qui était déjà bien engagé, alimenté par une connectivité numérique accrue et un nombre croissant d'appareils et de services numériques. Il s'agissait d'une tendance qui offrait à la fois de grandes opportunités et des menaces pour la capacité des OSC à fonctionner efficacement.

Réponses numériques à la COVID-19

La COVID-19 a accéléré la marche de la numérisation à une vitesse presque déconcertante. Dans l'impossibilité de voyager, d'entrer en contact directement avec les détenteurs de droits ou d'organiser des réunions ou des rencontres en personne, Zoom, Microsoft Teams et d'autres plateformes en ligne sont rapidement devenus un moyen quotidien de faire des affaires. À une époque où les déplacements et l'éloignement physique étaient limités, ces plateformes ont révolutionné les méthodes de travail et ont donné naissance à de nouvelles solutions créatives aux problèmes. Par exemple, en élargissant des lignes d'assistance téléphonique et des services de soutien et de conseil juridique à distance pour les femmes victimes de violence de genre ; l'élaboration de sessions de formation interactives en ligne pour la sensibilisation aux droits ; la création de ressources accessibles via Facebook pour aider les familles à suivre une scolarité en ligne. ²⁰ Au niveau international, des conférences internationales ont été diffusées en direct sur Internet et des " conversations virtuelles " ont été organisées avec des acteurs clés, permettant un engagement direct qui n'aurait jamais été possible autrement pour de nombreux participants. La technologie a également permis d'exploiter la puissance du big data, comme le tableau de bord COVID de l'Initiative internationale pour la transparence de l'aide (IITA), qui fournit des informations continues permettant de suivre les activités et les dépenses liées à la COVID par les donateurs et les ONG. ²¹

Le fossé numérique se creuse

Les progrès et les applications technologiques ont changé notre façon de travailler et d'interagir, mais cela ne s'est pas fait de manière équitable. Les pays riches sont mieux connectés que les pays pauvres, et les dividendes des économies numériques reviennent principalement aux pays et aux entreprises technologiques du Nord. Au sein des pays, des communautés et des ménages, les personnes marginalisées sont encore plus exclues en raison de la mauvaise connectivité et du manque d'accès aux équipements. Alors que la fracture numérique se creuse, les militants ont renouvelé leurs appels pour que l'accès à l'internet soit considéré comme un droit humain fondamental, car l'accès à d'autres droits fondamentaux, tels que l'éducation, la nourriture et le logement ou les libertés d'expression et d'association, en dépendent de plus en plus. ²²

Le côté obscur de la numérisation

La numérisation a aussi des côtés sombres. De plus, la vitesse du changement à laquelle nous assistons aujourd'hui signifie que ceux-ci risquent de dépasser de loin les tentatives pour les combattre. La pandémie a notamment connu une augmentation inquiétante de l'exploitation sexuelle en ligne, en particulier de la maltraitance des enfants, rendue possible par l'augmentation du temps passé en ligne et l'enfermement physique pendant la pandémie. Les gouvernements répressifs ont augmenté les niveaux de surveillance et de contrôle des activistes et des critiques en surveillant les communications numériques et téléphoniques et, dans certains cas, en restreignant ou en fermant complètement l'accès à internet.

Il est possible d'accéder à des données privées et de les partager, souvent sans consentement valable ; et la " mainmise " relativement non réglementée des entreprises sur la technologie a suscité des inquiétudes quant à la surveillance et à la protection de la vie privée par les géants du numérique, voire des accusations de collusion avec la répression étatique. ²⁴ Les impacts négatifs sur l'environnement sont également considérables, qu'il s'agisse de l'extraction des matières premières nécessaires à la fabrication du matériel, de leur obsolescence intrinsèque qui contribue au gaspillage, ou de l'expansion des services internet qui consomme une part croissante de l'approvisionnement mondial en électricité. ²⁵

²⁰ CIVICUS, *Solidarity in the Time of Covid-19*, supra note 10.

²¹ Voir <https://covid19.humportal.org>

²² Web Foundation, *Il est temps de reconnaître l'accès à Internet comme un droit de l'homme*, Blog (28 octobre 2020) <https://webfoundation.org/2020/10/its-time-to-recognise-internet-access-as-a-human-right/>

²³ Voir Interpol, *Threats and Trends Child Sexual Exploitation and Abuse : COVID-19 impact*, (septembre 2020).

UN AN APRÈS :

²⁴ Voir par exemple : IBON International, *Is the 'New Normal' Really New : Changement systémique ou rétablissement de l'"ancien système"*, Policy brief, (octobre 2020). <https://iboninternational.org/download/is-the-new-normal-really-new-systemic-change-or-a-re-established-old-system/>

²⁵ Mike Cummings, "The Surge in Digital Activity Has Hidden Environmental Costs" *Yale News*, (27 janvier 2021) <https://news.yale.edu/2021/01/27/surge-digital-activity-has-hidden-environmental-costs>

5.3 - Financement

Les participants basés à Londres ou à Bruxelles se sentaient eux-mêmes relativement bien protégés en termes financiers, bien que des rapports indiquent que les petites ONG basées dans le Nord ont plus souffert que les grandes ONG internationales.²⁶ La disponibilité de fonds pour les OSC nationales du Sud afin de survivre à la crise en particulier, ainsi que pour le travail programmatique sur le terrain à moyen et long terme, a troublé toutes les personnes interrogées d'une manière ou d'une autre :

"Lorsqu'on attend des organisations qu'elles fassent beaucoup plus que ce qu'elles font habituellement, elles bénéficient de beaucoup moins de soutien que d'habitude."

a. Financement des ONGI et des plateformes et réseaux de membres des OSC

Une personne interrogée d'une ONGI a estimé que le financement institutionnel n'avait pas été suffisant pour répondre à l'ampleur des besoins, ce qui signifie que certaines personnes n'ont pas pu être aidées. D'autres, en revanche, pensent que les donateurs ont fourni des ressources suffisantes pour l'urgence. Toutes les personnes interrogées qui ont fait des commentaires à ce sujet ont également trouvé que les principaux donateurs, et les fondations en particulier, avaient été flexibles dans leurs processus administratifs et financiers, permettant aux organisations d'ajuster et de réajuster les subventions existantes pour répondre aux besoins de la crise. Mais leurs processus pour y parvenir ont pu être lents et trop bureaucratiques. Par exemple, un participant a mentionné les retards causés par la nécessité d'expliquer aux auditeurs pourquoi les visites dans certaines parties d'un pays ou les visites de contrôle en général n'étaient pas possibles. Cela a un impact sur la rapidité et donc l'efficacité des réponses des OSC. Des inquiétudes ont également été exprimées quant au fait que le financement soit orienté vers la crise au détriment d'autres activités importantes, telles que les programmes liés au genre dans un cas : *"Des projets en cours d'élaboration ont été mis en attente. Les appels ont été annulés."* Cette perception se reflète dans les données de l'APD (voir encadré 3).

Les ONGI s'en sortent à court terme, mais s'inquiètent des conséquences à moyen et long terme sur le financement et leur capacité à fonctionner. Elles craignent que la "fatigue de la pandémie" ne s'installe chez les donateurs, tant en ce qui concerne la flexibilité qu'ils ont accordée aux ONG jusqu'à présent que les montants qui seront disponibles à l'avenir. L'un d'entre eux s'est même entendu dire que ce serait le cas :

"[Les donateurs] ont injecté beaucoup d'argent dans la réponse à la COVID, mais [ils] ont aussi dit que cela aurait un impact sur les budgets de coopération pour les années à venir."

Les personnes interrogées prévoient que les dépenses d'APD canalisées par les ONG vont stagner ou, au pire, diminuer fortement à l'avenir, conformément aux tendances actuelles (voir encadré 3). Cette situation est aggravée par le fait que les dons des sympathisants ont également chuté pendant la pandémie, car les activités de collecte de fonds et les collectes habituelles n'ont pas pu avoir lieu en raison des restrictions imposées par la COVID, et de nombreux sympathisants ont eux-mêmes souffert financièrement de la pandémie.

b. Accès des OSC nationales au financement

Les plus grandes inquiétudes exprimées concernaient toutefois la capacité des OSC nationales et locales à se maintenir pendant la crise, voire à survivre. Nombre d'entre elles avaient déjà du mal à obtenir des fonds avant la pandémie, car les montants relativement limités qu'elles recevaient tendaient à être limités à des projets individuels, ce qui les empêchait d'investir dans la durabilité à long terme de l'organisation.²⁷ La pandémie semble avoir aggravé la situation, et ce à un moment où les OSC nationales étaient plus que jamais nécessaires :

"[Les OSC nationales] ont répondu [...] aux besoins, aux besoins urgents, comme la santé, l'éducation, les équipements de protection ou les articles sanitaires, l'essentiel. Même les organisations qui ne font pas ce genre de travail ont restructuré leurs opérations afin de faire des choses qu'elles n'avaient pas l'habitude de faire : au moins fournir de la nourriture, parce que les personnes avec lesquelles elles travaillaient avaient faim ! Ils ont commencé à nourrir les gens."

Selon une enquête menée par CIVICUS auprès de ses membres, 89 % d'entre eux ont subi un impact financier négatif au cours des premiers mois de la pandémie, et près de la moitié d'entre eux ne pensaient pas que leurs organisations pourraient survivre longtemps.

²⁶ Bond UK, *Programmes at Risk as More NGOs Face Closure*, Communiqué de presse. (6 mai 2020)

UN AN APRÈS :

<https://www.bond.org.uk/news/2020/05/programmes-at-risk-as-more-ngos-face-closure>

²⁷ CIVICUS, *Covid-19 : Members views on civil society resilience and sustainability*, (septembre 2020), https://www.civicus.org/documents/reports-and-publications/resourcing-covid-19-survey_english.pdf.

Parmi les raisons invoquées, citons l'arrêt ou le report soudain du financement des donateurs, la fermeture des opérations des ONGI partenaires et l'effet des fermetures sur les activités de collecte de fonds et les dons au niveau communautaire. ²⁸ Deux participants aux entretiens ont également rapporté que, dans l'incapacité de collecter des fonds au niveau national en ces temps difficiles, leurs organisations membres OSC nationales n'avaient pas été en mesure de satisfaire aux exigences d'accès au financement de contrepartie d'un donateur majeur, à savoir un résultat. Dans d'autres cas, les OSC nationales n'ont tout simplement pas été incluses dans les appels à financement de la réponse à la pandémie. Cette situation inégale a également été signalée ailleurs. ²⁹

ENCADRÉ 3 : FINANCEMENT MIXTE ET DU SECTEUR PRIVÉ ET AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT (APD)

Le financement mixte et le programme *Beyond Aid* (« Au-delà de l'aide »)

La montée en puissance des institutions financières de développement (IFD)³⁰ dans l'architecture du développement est une tendance qui se dessine depuis de nombreuses années, stimulée par le programme *Beyond Aid*. L'objectif était de tirer parti de la finance privée pour contribuer au financement des ODD en passant des "milliards" de dollars américains d'aide au développement à des "billions" d'investissements pour combler les déficits de financement prévus. ³¹ La validité de cette approche a toutefois été remise en question par certains, qui affirment que les sommes n'ont pas dépassé les "milliards" de dollars américains dans la pratique. On affirme, par exemple, que comme les IFD ciblent les pays à revenu intermédiaire (PRI), où les retours sur investissement sont plus sûrs, une petite fraction est consacrée à l'amélioration des conditions dans les pays les plus pauvres, où l'aide et le développement sont les plus nécessaires.³² Les critiques soulignent également le manque de transparence sur les impacts des investissements des IFD. ³³

Réponse des IFD à la COVID-19

Les IFD se sont positionnées en tant que " ligne de front vitale " pour préserver les emplois et soutenir les économies pendant la pandémie,³⁴ et une part croissante de l'aide publique a été acheminée par les IFD. La Société financière internationale (SFI), la branche de financement mixte de la Banque mondiale, a par exemple annoncé un soutien financier accéléré de 8 milliards de dollars US à cette fin, la majeure partie étant engagée auprès des clients existants.

³⁶ Au cours des six premiers mois de la pandémie, cependant, la grande majorité des investissements supplémentaires des IFD a continué à être dirigée vers les "fruits mûrs" des PRI. Ils n'ont pas non plus ciblé les secteurs et les clients les plus nécessaires à une reprise durable dans ces pays. ³⁷

Aide publique au développement (APD)

L'APD est une aide gouvernementale qui vise à réduire la pauvreté et à soutenir le développement économique et le bien-être des pays en développement. À l'heure où le développement durable est le plus nécessaire dans les régions les plus pauvres du monde, il semble toutefois que les niveaux d'APD continuent de baisser.

L'APD est en baisse depuis 2016, avec une légère croissance en 2019. Cependant, l'analyse par Development Initiatives des données d'aide IITA glissantes indique que les engagements d'APD des donateurs bilatéraux entre janvier et novembre 2020 ont globalement diminué de 26 % par rapport à la même période en 2019. En outre, comme indiqué ci-dessus, des niveaux accrus d'APD vont aux IFD et aux instruments privés, laissant proportionnellement moins de place à l'aide bilatérale aux pays partenaires en développement et au financement des ONG. ³⁸ C'est en grande partie grâce aux États-Unis que les donateurs bilatéraux ont augmenté leurs dépenses de santé au cours de la

²⁸ CIVICUS, *Covid-19 : Points de vue des membres sur la résilience et la durabilité de la société civile*, Ibid.

²⁹ Guelph Institute of Development Studies, College of Social and Applied Human Sciences, *The Impact of the COVID-19 Pandemic on Canada's Foreign Aid Sector*, (octobre 2020), https://gids.uoguelph.ca/system/files/Covid19%20Report_Final_2.pdf.

³⁰ Il n'existe pas de définition établie des IFD, mais l'OCDE les définit comme suit : des banques de développement spécialisées ou des filiales créées pour soutenir le développement du secteur privé dans les pays en développement. Elles sont généralement détenues majoritairement par des gouvernements nationaux et tirent leur capital de fonds de développement nationaux ou internationaux ou bénéficient de garanties gouvernementales.

³¹ Banque mondiale, *From Billions to Trillions : Transformer le financement du développement*, (2015), Document préparé conjointement par la BAD, la BASD, la BERD, la BEI, la BID, le FMI et le Groupe de la Banque mondiale pour la réunion du Comité de développement du 18 avril. Washington, DC : Banque mondiale, [siteresources.worldbank.org/ DEVCOMMIT/Documentation/23659446/DC2015-0002\(E\)FinancingforDevelopment.pdf](https://www.worldbank.org/DEVCOMMIT/Documentation/23659446/DC2015-0002(E)FinancingforDevelopment.pdf).

³² Fonds d'équipement des Nations Unies et OCDE, *Blended Finance in the Least Developed Countries*, (2020), <https://www.uncdf.org/bfldcs/home> ; Groupe de travail inter-agences sur le financement du développement, *Rapport 2021 sur le financement du développement durable*, (publication à venir). [https:// developmentfinance.un.org/sites/developmentfinance.un.org/files/AUV_2021%20FSDR.pdf](https://developmentfinance.un.org/sites/developmentfinance.un.org/files/AUV_2021%20FSDR.pdf).

³³ Voir par exemple : ODI, *Les financements mixtes dans les pays les plus pauvres : A need for a better approach*, (avril 2019), <https://www.odi.org/sites/odi.org.uk/files/resource-documents/12666.pdf>.

³⁴ Institutions européennes de financement du développement, *Appel à l'action aux gouvernements européens et à leurs institutions de financement du développement*, (30 avril 2020), <https://www.edfi.eu/news/callforaction>.

³⁵ En utilisant les flux d'APD et d'OOF publiés à la norme IITA, Development Initiatives a fait état d'une augmentation de 35 % du total des décaissements d'aide des IFD sur cette période, l'APD en représentant plus de la moitié (52 %), soit une augmentation significative (28 %) par rapport à la même période en 2019. Voir : Amy Dodd, Dean Breed et Daniel Coppard, *How is Aid Changing in the Covid-19 Pandemic ?* Development Initiatives, (novembre 2020), <https://devinit.org/resources/how-aid-changing-covid-19-pandemic/#b8ff6d34>.

³⁶ Site Internet de la SFI : https://www.ifc.org/wps/wcm/connect/news_ext_content/ifc_external_corporate_site/news+et+événements/covid-19.

³⁷ Eurodad, *Les institutions de financement du développement et Covid-19 : Time to reset*, (novembre 2020) ; Amy Dodd, Hilary Jeune et Sam Ashby, *"Blended Finance : Le meilleur usage d'une ressource limitée ?"* Initiatives de développement, (11 mars 2021), <https://devinit.org/blog/blended-finance-oda-best-use-limited-resource>.

UN AN APRÈS :

³⁸ Development Initiatives, *How is Aid Changing in the Covid-19 Pandemic ? Supra* note 35.

pandémie de COVID-19,³⁹ bien que cela doit être considéré à la lumière des baisses régulières des dépenses d'APD pour la santé depuis 2015 et des graves faiblesses des systèmes de santé publique et de protection sociale exposées par la pandémie à l'échelle mondiale. ⁴⁰ De plus, il semble que les dépenses de santé liées à la COVID se soient faites au détriment d'autres domaines, notamment les secteurs économiques et la paix et la sécurité, malgré des besoins croissants et le fait que les investissements dans ces domaines seront vitaux pour la reprise. ⁴¹

Le financement lié au climat a également légèrement diminué au cours de cette période, ce qui suggère que les déclarations officielles en faveur d'une reprise verte après la pandémie n'ont pas encore été répercutées sur le financement de l'APD. ⁴² À l'avenir, cependant, l'expérience de la COVID-19 est susceptible d'exercer une pression supplémentaire sur les donateurs bilatéraux pour qu'ils consacrent davantage de fonds à la résolution des problèmes mondiaux, comme le changement climatique, qui profite à tous. En rendant encore plus floues les frontières entre l'aide au développement et les biens publics mondiaux, il semble que la part de l'APD, qui s'amenuise, sera moins importante pour réduire la pauvreté et soutenir le développement économique dans les pays les plus pauvres. ⁴³

5.4 - Impacts sur le personnel

La plupart des participants aux entretiens et à l'enquête ont noté les effets de la pandémie et des réponses à celle-ci sur eux-mêmes et sur leurs collègues. Un an après le début de la crise, beaucoup ont admis se sentir isolés, stressés et épuisés en raison, par exemple, de la charge de travail accrue et plus difficile, des appels Zoom apparemment incessants et, dans de nombreux cas, de la nécessité de jongler avec des responsabilités accrues en matière de soins à la maison ou de la prise en charge par d'autres de la charge de travail de collègues pour leur permettre de mieux y faire face. Bien sûr, il y a eu aussi des cas de membres du personnel et de collègues tombés malades à cause du virus ou ayant perdu des êtres chers à cause du virus. Les OSC ont également eu peu, voire pas du tout, de ressources pour fournir un soutien psychosocial au personnel.

Beaucoup ont souligné que les OSCI étaient relativement épargnées par rapport aux OSC nationales : malgré la fermeture de certains programmes, les OSCI disposaient d'un financement en ce moment. Le personnel des OSCI était néanmoins inquiet des coupes sombres dans les programmes et les emplois à venir avec les réductions de l'APD et d'autres formes de financement qui se profilent à l'horizon.

Il y a aussi eu des expériences positives. Beaucoup ont exprimé un sentiment de grande fierté d'être en mesure de répondre à la crise et la conviction que leur travail était plus important que jamais :

"Nous étions là, nous avons mis de côté les autres choses sur lesquelles nous devons travailler et nous nous sommes juste concentrés sur ce qui devait arriver".

Beaucoup ont également commencé à réévaluer la nécessité de voyager autant qu'avant ou d'aller au bureau tous les jours, et ont pensé que la vie professionnelle ne reviendrait pas à la normale une fois la pandémie passée.

³⁹ *Ibid.*

⁴⁰ Groupe de travail inter-agences sur le financement du développement, *Rapport 2021 sur le financement du développement durable*, supra note, 32.

⁴¹ *Ibid.* Concord s'en est fait l'écho en notant que les ressources de la réponse initiale coordonnée de l'UE à la pandémie dans les pays partenaires ont été pour la plupart redirigées à partir d'autres budgets, voir : Concord, *Aidwatch 2020 : Knock-on Effects, An urgent call to leave no one behind*, (28 octobre 2020) <https://concordeurope.org/2020/10/28/aidwatch-2020-knock-on-effects-an-urgent-call-to-leave-no-one-behind/>.

⁴² *Ibid.*

⁴³ Mikaela Gavas et Samuel Pleeck, *Global Trends in 2021 : How COVID-19 Is transforming international development*, CGD, (2 mars 2021). <https://www.cgdev.org/publication/global-trends-2021-how-covid-transforming-international-development>

6 - LES PRINCIPES D'ISTANBUL : LES EFFETS DE LA PANDÉMIE ET LES RÉPONSES À Y APPORTER

En 2010, après des milliers de consultations, 170 OSC ont convenu d'un ensemble de huit principes comme cadre pour guider l'efficacité de leurs opérations en tant qu'actrices indépendantes et à part entière du développement. Ces principes, connus sous le nom de "Principes d'Istanbul", font partie de l'ensemble des principes, objectifs et engagements du PMCED pour un développement efficace, qui ont été approuvés lors du quatrième Forum de haut niveau sur l'efficacité de l'aide à Busan en 2011 (l'Accord de partenariat de Busan pour une coopération efficace au développement (2011)).⁴⁴

La circonscription OSC du POED a entrepris des études en 2016 et 2019 afin de mieux comprendre comment les OSC, et les ONGI en particulier, mettaient en œuvre les Principes d'Istanbul et leur pertinence continue. Ces études ont identifié quatre principes d'efficacité que les ONGI ont trouvé plus difficile à mettre en œuvre pleinement, à savoir : se concentrer sur l'autonomisation des personnes, l'appropriation démocratique et la participation (IP3) ; promouvoir la durabilité environnementale (IP4) ; pratiquer la transparence et la responsabilité (IP5) ; et rechercher des partenariats équitables et la solidarité (IP6).⁴⁵

En raison de l'ampleur et de la complexité sans précédent de la crise de la COVID-19, cette dernière étude s'est attachée à explorer ses effets sur l'ensemble des principes d'efficacité. Elle a constaté que la pandémie a créé de nombreux défis, dont certains sont nouveaux, ainsi que des opportunités et de nouvelles perspectives pour les OSC dans la mise en œuvre de tous ces éléments. En particulier, les effets primaires et secondaires de la pandémie et les diverses réponses qui y ont été apportées, ont posé des défis particulièrement importants aux OSC pour mettre en pratique le respect et la promotion des droits humains et de la justice sociale (IP1) et des droits des femmes et des filles (IP2). La mise en œuvre des domaines qui mettaient le plus à l'épreuve les ONGI dans le passé, notamment l'autonomisation des personnes, l'appropriation démocratique et la participation (IP3) et la recherche de partenariats équitables et la solidarité (IP6), a également été soumise à une pression supplémentaire. Cependant, comme les ONGI ont été contraintes de s'appuyer davantage sur leurs partenaires OSC nationales et que les communautés elles-mêmes ont dû se mobiliser pour se protéger et se soutenir mutuellement pendant la pandémie, des progrès ont également été constatés dans ces domaines. La pandémie a également accéléré les progrès dans l'acceptation de nombreuses pratiques de travail susceptibles de rester en place au-delà de la pandémie, comme la réduction des déplacements et la flexibilité accrue du travail à domicile.

6.1 - Respecter et promouvoir les droits humains et la justice sociale

Les personnes interrogées ont fait part d'un certain nombre d'obstacles à leur capacité à promouvoir les droits humains et la justice sociale à la suite de la pandémie. Le principal problème auquel elles ont été confrontées était que les personnes les plus vulnérables et marginalisées de la société étaient généralement les plus durement touchées, et aussi les plus difficiles à atteindre. Les avocats et le personnel des OSC, par exemple, n'étaient pas considérés comme des "services essentiels" par de nombreux gouvernements et ne pouvaient donc pas contourner les restrictions de déplacements et de rapprochement physique pour accéder aux clients et aux groupes vulnérables pendant les confinements, laissant beaucoup d'entre eux sans le soutien dont ils avaient besoin : *"La pandémie a affecté tout cela, et a même érodé certains des gains qui avaient été réalisés."*

En raison de la fracture numérique (voir encadré 2), les personnes les plus vulnérables et marginalisées n'ont pas non plus bénéficié des solutions numériques disponibles. En outre, l'inévitable numérisation d'une grande partie de la réponse a suscité de nouvelles inquiétudes quant à la sûreté et à la sécurité de l'utilisation des plateformes en ligne et des communications numériques, en particulier pour les défenseurs des droits humains dans un environnement de plus en plus hostile. Par exemple, un participant a indiqué qu'il avait dû changer de fournisseur numérique pour les communications sensibles en raison du risque de sécurité. Il n'est pas clair non plus combien de groupes sont pleinement conscients de ces risques et de la meilleure façon de les atténuer. Dans le pire des cas, les organisations ont dû être plus prudentes quant aux appels et aux déclarations publiques : *"Nous devons toujours être prudents"*.

Les conflits et les contextes fragiles présentent des complexités particulières pour les organisations qui y opèrent :

⁴⁴ Partenariat de Busan pour une coopération efficace au développement. Quatrième forum de haut niveau sur l'efficacité de l'aide. Busan, Corée du Sud. (29 novembre- 1 décembre 2011), https://www.effectivecooperation.org/system/files/2020-06/OUTCOME_DOCUMENT_-_FINAL_EN2.pdf

⁴⁵ POED, *How effective are International Non-Governmental Organisations ?* supra note 4 ; POED, *Accélérer la mise en œuvre des principes d'Istanbul par les ONGI dans un paysage de développement en mutation*, supra note 5.

"Si vous êtes en Syrie, qu'est-ce que cela signifie de cibler les plus vulnérables ? Sont-ils les plus vulnérables à cause de la pandémie ou à cause de la crise et du conflit en cours ? [...] La pandémie est tout en bas de la liste. Ce sont les problèmes auxquels les gens sont confrontés ici en ce moment."

En interne, le tableau est plus positif. Non pas en raison de la pandémie, mais certains participants ont fait savoir que leurs organisations avaient mis en place des politiques améliorées en matière de diversité et d'inclusion, par exemple en faisant preuve d'une plus grande sensibilité à l'égard des pratiques d'embauche et de promotion, et en refusant de participer à des panels de conférenciers exclusivement masculins ou blancs afin d'être plus représentatifs à l'extérieur. Cependant, il convient également de souligner que de nombreux participants ont indiqué que la diversité et la représentation réelles restent un défi important pour l'ensemble du secteur.

6.2 - Incarner l'égalité et l'équité entre les genres tout en promouvant les droits des femmes et des filles

Bon nombre des défis mentionnés ci-dessus s'appliquent également à la capacité des OSC à promouvoir les droits des femmes et des filles pendant la pandémie. Comme pour les droits humains et la justice sociale, les organisations sont toujours aussi engagées dans ce domaine et ont mis en avant les droits et les besoins particuliers des femmes et des filles dans leurs actions de plaidoyer et de communication liées à la pandémie. Toutefois, il est devenu beaucoup plus difficile de les mettre en pratique.

Les participants estiment que les droits des femmes ont fait un énorme "pas en arrière", se faisant l'écho de nombreux rapports détaillant la mesure dans laquelle les femmes et les filles ont été touchées de manière disproportionnée, notamment par la forte augmentation de la violence domestique et des mariages précoces, ainsi que par les responsabilités supplémentaires en matière de soins qui incombent principalement aux femmes pour les parents malades et la scolarisation des enfants.⁴⁶ De même, les coupes dans les programmes d'aide en général risquent d'avoir un impact disproportionné sur les femmes et les filles.⁴⁷ Cette situation a été aggravée par la suspension et l'annulation de programmes sexospécifiques dans la pandémie par des organisations en raison de facteurs tels que des préoccupations de santé publique, des restrictions de mouvement, ainsi que des réductions de financement.⁴⁸ Par exemple, un participant a noté que des propositions de programmes liés au genre avaient été suspendues par les donateurs à la suite de la pandémie, de même qu'un grand programme d'inclusion numérique lié au genre, comprenant des améliorations de l'infrastructure, qui avait été planifié pour plusieurs pays d'Afrique de l'Est et de l'Ouest.

Un autre participant a commenté l'absence marquée de femmes participant à la prise de décision autour de la réponse à la pandémie. Cependant, et pour témoigner au moins partiellement du succès du travail antérieur d'autonomisation des femmes qu'ils avaient soutenu, ils ont raconté comment les femmes au niveau local en Afrique de l'Ouest "y sont allées elles-mêmes et ont trouvé leur place". Par exemple, au Mali :

"Nous avons vu certaines d'entre elles être invitées à décider quelles sont les familles qui peuvent bénéficier des différents transferts monétaires avec les gouvernements. Et, bien sûr, c'est à petite échelle - comment faire cela à plus grande échelle ? Ce n'est pas le cas au niveau de la capitale, mais dans certaines municipalités, c'est le cas."

En interne, les personnes interrogées ont estimé que leurs organisations avaient répondu de manière positive aux besoins particuliers du personnel féminin à cette époque. Les organisations ont introduit des politiques permettant un travail flexible et des congés pour l'ensemble du personnel, par exemple pour leur permettre d'assumer des responsabilités supplémentaires en matière de soins. Ces mesures ont été adoptées par les femmes en particulier, qui subissent généralement une charge disproportionnée dans ce domaine également. Cependant, la promotion des droits des femmes reste un défi pour l'ensemble du secteur. Un participant a fait remarquer que les hauts dirigeants du secteur sont encore majoritairement des hommes.

⁴⁶ Voir également : ONU Femmes, *Impact of Covid-19 on Violence against Women and Girls and Service Provision*, supra note 9 ; CARE, *COVID-19*

UN AN APRÈS :

Could Condemn Women to Decades of Poverty, supra note 9 ; Concord, *EU global response to COVID-19*, supra note 9.

⁴⁷ Maya Oppenheim, "Women and Girls Disproportionately Affected by UK Government's 'Devastating' Cuts to Overseas Aid", *The Independent*, (10 mars 2021), <https://www.independent.co.uk/news/uk/home-news/uk-aid-cuts-women-disproportionately-affected-b1814760.html>.

⁴⁸ Le niveau des coupes dans les programmes liés au genre semble varier d'un donateur à l'autre, voir Guelph Institute of Development Studies, College of Social and Applied Human Sciences, *The Impact of the COVID-19 Pandemic on Canada's Foreign Aid Sector*, Supra note 29.

6.3 – Attention portée sur l'autonomisation, l'appropriation démocratique et la participation populaire

Comme indiqué plus haut, les restrictions de l'espace civique par des régimes répressifs ont empêché les OSC de mettre en pratique l'autonomisation, l'appropriation démocratique et la participation des populations dans de nombreux contextes au cours de la pandémie. Et si certains gouvernements ont accueilli favorablement la participation et la contribution des OSC à leur réponse, beaucoup ne l'ont pas fait. Nous avons également noté plus haut que certains gouvernements, même ceux qui étaient auparavant ouverts, ont fait taire les appels des OSC à l'information, à la consultation et à l'engagement. Cela a des conséquences négatives pour les détenteurs de droits qu'elles représentent.

Les restrictions de mouvement et la distanciation physique ont empêché les OSC d'atteindre de nombreuses communautés vulnérables et d'organiser des réunions en personne ou des rassemblements.

Une forte proportion d'ONGI interrogées dans le cadre de l'étude POED OSCI 2016 pensaient être en mesure d'impliquer les détenteurs de droits et les communautés locales dans la conception et la planification des programmes, le plaidoyer et la communication, mais moins (56 %) dans les priorités des ONGI. Néanmoins, les délais courts des donateurs et le manque de fonds dédiés à la participation des communautés à la conception des projets continuaient d'agir comme des obstacles à la consultation des titulaires de droits, selon une personne interrogée :

"On n'a pas le temps ni les ressources pour aller faire de la conception participative avec des groupes [...] c'est intégré au processus, ou [certains aspects du programme sont] une exigence. Il y a des choses qui peuvent être faites, mais tous ces processus..."

- Les délais sont si courts et nous faisons du mieux que nous pouvons dans un temps limité, ce qui n'est pas idéal."

Cependant, de manière plus positive, une autre personne interrogée a cité un exemple de la manière dont leur travail en matière d'autonomisation et de participation des personnes avec les groupes d'épargne des villages et les autorités locales avait porté ses fruits. Lorsqu'ils n'ont pas pu atteindre les communautés au début de la pandémie, celles-ci se sont prises en charge elles-mêmes :

"Certains m'appelaient, [disant] 'notre communauté a commencé à se laver les mains, à faire en sorte que les enfants aillent à l'école ensemble' [...] Ils avaient vraiment une influence, ils changeaient vraiment la façon dont leurs familles vivaient et montraient que ces familles [...] ont de la nourriture grâce aux groupes d'épargne, ils ont un fonds de solidarité et ils l'ont utilisé et ont fabriqué des masques pour les personnes âgées."

Malgré la fracture numérique, des solutions numériques créatives ont permis d'atteindre et de faciliter l'engagement des populations locales dans certains cas. Une personne interrogée a toutefois émis une importante mise en garde :

« Tout d'un coup, si vous voulez avoir accès à quelque chose, vous devez le faire numériquement, et vous le faites, mais peut-être que nous n'avons pas construit suffisamment de capacités communautaires autour de ce que cela signifie que de partager ce type d'informations personnelles sur ces plateformes en ligne.

Pour moi, c'est là qu'une discussion basée sur les droits doit avoir lieu. Nous avons toute une série de générations autour des droits qui signifient certaines choses. Ces droits sont différents lorsqu'ils sont transposés dans la sphère numérique et nos discussions [à ce sujet] ne sont pas du tout à la hauteur de leur mise en œuvre."

Compte tenu des contraintes, les participants étaient globalement satisfaits des solutions numériques mises en place par les organisations pour permettre la consultation et la participation du personnel en interne pendant la pandémie. Quelques personnes interrogées ont estimé que les réunions du personnel étaient plus fréquentées qu'avant la pandémie et que le personnel les considérait comme plus importantes. Une autre personne a commenté l'évolution de l'utilisation des fonctions de chat et de commentaires dans Zoom, Microsoft Teams et Google docs au cours de l'année, offrant une possibilité de contribution à un plus grand nombre de personnes qu'auparavant, mais aussi un moyen pour les personnes intimidées de s'exprimer en personne de le faire par écrit et de manière anonyme : *"Cela a permis de lever beaucoup d'inhibitions chez beaucoup de gens"*.

6.4 - Promouvoir la durabilité environnementale

UN AN APRÈS :

Avant la pandémie, un certain nombre d'organisations s'étaient préparées à mettre en avant le changement climatique dans leurs actions de sensibilisation et de communication en 2020, mais cette tendance s'est atténuée lorsque la COVID-19 s'est installée. Depuis lors, les organisations font de plus en plus le lien avec la crise de la COVID-19 pour attirer l'attention sur la nécessité de s'attaquer à la crise climatique imminente, et pour que la reprise économique soit une reprise verte. Des appels ont également été lancés pour que l'on travaille sur les clivages, par exemple avec des campagnes telles que "Crack the Crises", une coalition appelant les décideurs à agir contre la triple crise de la COVID, de l'injustice et du changement climatique (voir encadré 5).

En interne, l'arrêt des déplacements à l'échelle mondiale sur une période prolongée, combiné à l'efficacité de nombreux outils numériques, a entraîné un profond changement dans les organisations. La plupart d'entre elles ont indiqué que, même si rien ne pouvait remplacer les réunions en face à face dans certaines situations, une grande partie de leurs déplacements avant la pandémie n'étaient pas nécessaires. Lorsque les voyages internationaux reprendront, ils pensent qu'ils devront être beaucoup mieux justifiés. Comme l'a dit un participant :

"Avant la pandémie, nous aurions pu réduire nos déplacements de 25 %, voire d'un tiers si nous y mettions vraiment du nôtre, car une grande partie de nos activités nécessite des contacts directs, etc. Mais nous cherchons maintenant à réduire nos déplacements de 50 à 60 %. Et je ne pense pas que nous aurons le moindre problème pour y parvenir."

En outre, de nombreuses personnes interrogées ont noté que les dispositions relatives au travail à domicile seraient probablement maintenues, ce qui entraînerait une diminution des trajets entre le domicile et le bureau, et que les organisations loueraient probablement des bureaux plus petits. Il y a également eu une réduction substantielle des fournitures de bureau parce que beaucoup plus de travail se fait en ligne. Bien entendu, le travail en ligne a également des effets négatifs sur l'environnement.

6 . 5 - Pratiquer la transparence et la responsabilité

a. Transparence

L'Initiative internationale pour la transparence de l'aide (IITA) est manifestement mieux adaptée que le CAD de l'OCDE à la communication de données actualisées sur les dépenses et les activités d'aide liées à la COVID. Comme indiqué plus haut, l'IITA a développé un tableau de bord dédié à la COVID-19 permettant aux organisations de publier et de visualiser ces informations spécifiquement liées à la pandémie sur une base continue.⁴⁹ Un certain nombre d'ONG publient des informations sur leurs activités à ce sujet, mais il est encore difficile d'encourager les ONG à le faire.

Une personne interrogée a soupçonné que la nature frénétique de la réponse au cours de l'année dernière signifiait que les tâches impliquant la publication d'informations avaient été "reléguées au bas de la liste". D'autre part, le nombre d'informations disponibles sous forme numérique a tellement augmenté au cours de l'année écoulée que cela pourrait avoir un effet négatif sur la transparence :

"Je pense que nous avons trop d'informations parce que tout est disponible. C'est une façon de tuer la transparence, en fait. Vous mettez à disposition des tonnes de documents et des tonnes de sujets, puis vous lancez un millier de webinaires, et ensuite vous ne savez pas où choisir le bon."

En interne, la transparence est d'autant plus importante en temps de crise. Il est important que les hauts responsables des organisations soient ouverts avec le personnel sur la véritable nature et l'étendue des défis auxquels ils sont confrontés. Au moins une organisation présentée dans cette étude devait entamer un processus de restructuration juste avant le début de la pandémie, celui-ci a été reporté. Mais les consultations se sont néanmoins poursuivies pendant la pandémie. Les outils numériques ont permis au personnel de participer aux discussions et le participant interrogé ici a estimé que cela s'était passé aussi bien que possible.

b. Responsabilité

Les organisations ont continué à rendre des comptes aux donateurs pendant la pandémie. En effet, la nature urgente d'une grande partie de la réponse a rendu les rapports plus simples dans certains sens :

"Il est plus facile d'être transparent et de rendre des comptes sur le nombre de stations de lavage des mains que vous avez installées que sur le changement de politique que vous avez apporté."

Dans l'étude POED OSCI 2016, les participants à l'enquête sur les ONGI ont noté que si la responsabilité envers les donateurs et les sympathisants était forte, beaucoup avaient du mal à assumer la "responsabilité vers le bas" envers les détenteurs de droits dans les communautés qu'ils étaient là pour aider. Un peu plus de la moitié des personnes interrogées dans le cadre de cette étude pensaient que leur organisation disposait de politiques permettant aux partenaires ou aux populations affectées de leur demander des comptes. Cette étude n'a pas été en mesure d'établir si cela s'était amélioré ou non.

La situation s'est détériorée pendant la pandémie, mais les entretiens ont fourni quelques exemples d'initiatives et de mécanismes de responsabilisation que les organisations ont maintenus pendant cette période. Notamment : Resilient Roots ", un projet de responsabilisation de la base mené par CIVICUS qui, après une phase pilote de 2,5 ans, vise à permettre aux membres de son alliance de placer la responsabilisation envers les communautés qu'ils servent et leur personnel au cœur de leurs activités.⁵⁰

Un autre outil a été mentionné : le " Trade Union Development Effectiveness Profile Tool ". Cet outil de responsabilité mutuelle et d'apprentissage bien établi permet aux organisations de soutien à la solidarité du Nord et à leurs partenaires du Sud de discuter et de parvenir à un accord commun, au cas par cas, sur la mesure dans laquelle

UN AN APRÈS :

chaque organisation respecte les principes d'efficacité du développement dans le cadre de leur partenariat. Si ce n'est pas le cas pour l'un des principes, cela les incite à identifier et à convenir ensemble de mesures pour y remédier.⁵¹

⁴⁹ <https://covid19.humportal.org/activities>

⁵⁰ <https://www.civicus.org/index.php/what-we-do/innovate/resilient-roots>

⁵¹ <https://www.ituc-csi.org/tu-development-effectiveness-10464>

6.6 - Poursuivre les partenariats équitables et la solidarité

"Parfois, votre partenaire à côté de vous se sent comme votre partenaire d'exécution, vous voulez qu'ils soient au même niveau, mais la pandémie ne nous a pas permis d'atteindre ce niveau où nous nous sentons tous égaux."

Il s'agit du domaine dans lequel les ONGI ont le plus de difficultés, selon les études POED OSCI de 2016 et 2019. La pandémie semble avoir eu des effets à la fois négatifs et positifs sur ce point, mais les obstacles sous-jacents à la réalisation de partenariats équitables avec les OSC nationales et locales du Sud semblent toujours poser problème.

a. Contraintes liées aux donateurs pour des partenariats équitables

Les ONGI ont continué à servir d'intermédiaires pour le financement des principaux donateurs dans le cadre de la pandémie. En effet, les personnes interrogées ont rapporté que les principaux donateurs continuaient d'acheminer la majorité de leurs fonds de réponse à la COVID-19 par le biais des grandes ONGI, les petites OSC nationales n'étant même pas toujours incluses dans les appels de fonds. Déjà plus fréquents dans l'espace humanitaire, les contrats à grande échelle, par opposition aux subventions, continuent de gagner en popularité auprès des grands donateurs dans la sphère du développement également, ce qui limite encore la flexibilité et la possibilité pour les OSC partenaires de contribuer de manière significative aux priorités, à la planification et à la mise en œuvre. Dans le cas d'un donateur majeur mentionné par les personnes interrogées, le niveau de spécificité qu'il exigeait signifiait que les ONG étaient incapables de choisir la région où ou les organisations avec lesquelles elles devaient travailler, ou même les résultats attendus. De même, les niveaux de conformité pour répondre aux exigences des donateurs demeurent, et semblent augmenter chaque année :

" C'est en réelle tension avec les principes d'équité avec les partenaires, d'autonomisation et de participation. [...] C'est un véritable combat pour nous, et en raison de notre approche [ascendante], nous n'avons pas d'approche très formalisée et rigoureuse de la conformité des partenaires. Nous devons donc essayer de l'ajouter à nos méthodes traditionnelles de travail avec les partenaires. Mais c'est presque comme s'ils étaient incompatibles. C'est comme s'il s'agissait de deux philosophies différentes. C'est un véritable casse-tête, la quantité et l'effort que cela demande, c'est comme si cela doublait chaque année."

b. Toutes les OSC n'ont pas vécu la pandémie de la même manière

Un fossé important s'est creusé entre la manière dont les ONGI et les ONG basées dans le Nord, d'une part, et les OSC nationales et locales du Sud, d'autre part, ont vécu la pandémie, qui a exacerbé des inégalités déjà préexistantes : *"Nous n'avons pas vécu cette expérience de la même manière"*. Par exemple, une personne interrogée a fait remarquer que lorsqu'un gouvernement faisait une descente dans les bureaux et gelait les comptes bancaires, l'ONGI pouvait compter sur sa fédération mondiale pour la soutenir financièrement et lui offrir des recours juridiques, ainsi que sur un sentiment de solidarité externe, mais les organisations locales n'ont pas les mêmes recours.

Ces questions ne concernent pas seulement les capacités respectives des organisations à répondre aux menaces et aux intimidations des autorités, mais vont de la capacité à tirer pleinement parti des opportunités numériques aux défis de l'accès au financement, et même à la capacité des organisations locales à survivre financièrement pendant la pandémie. Ces questions ont été examinées plus en détail dans les sections relatives à la numérisation (voir pages 8-9 ci-dessus) et au financement des OSC (voir pages 11-12 ci-dessus).

"Maintenant, avec la COVID-19, les organisations partenaires ont été encore plus affectées. Elles ne peuvent pas se rendre au travail, mettre en œuvre des projets, maintenir le personnel. Ces inégalités demeurent et ont été exacerbées."

c. Les contraintes de la pandémie apportent quelques progrès

Les restrictions de mouvement imposées par la pandémie ont obligé les ONGI à s'appuyer davantage sur leurs partenaires et volontaires dans le pays ou à trouver de nouveaux groupes, moins traditionnels, avec lesquels collaborer pour accomplir le travail. Cela a permis de mettre en évidence des méthodes de travail alternatives, plus égalitaires, et de renforcer les partenariats existants dans de nombreux cas. Cependant, il y a eu quelques exemples de réactions

UN AN APRÈS :

négligentes de la part des partenaires locaux, par exemple lorsque l'ONGI leur a demandé d'en faire trop avec des ressources insuffisantes.⁵² Cette étude a également suscité une réflexion plus approfondie sur la nature des partenariats parmi le personnel de toutes les ONGI qui ont participé à cette étude, ce qui devrait contribuer à accélérer les progrès dans ce domaine.

⁵² Voir également Emma Smith et Vince Chadwick, "Local Professionals Step in to Fill Delivery Gap amid Questions over Resources" *Devex*, (2 juin 2020), <https://www.devex.com/news/local-professionals-step-in-to-fill-delivery-gap-amid-questions-over-resources-97363>.

UN AN APRÈS :

Les progrès numériques concomitants ont également eu des effets positifs sur la nature des partenariats. Bien que les formats numériques ne fonctionnent pas bien pour les sujets plus sensibles, comme indiqué ci-dessus, une personne interrogée a indiqué qu'ils avaient "ouvert" leurs organisations partenaires à bien des égards, leur permettant de s'engager et de nouer des relations avec un éventail plus large de personnel, couvrant différents domaines de leur travail et niveaux d'ancienneté. Il a également été jugé important de soutenir les organisations partenaires en matière de renforcement des capacités dans ce domaine, au-delà des appels opérationnels sur Zoom et Microsoft Teams. Certains ont toutefois noté que le rythme du changement a été si rapide qu'il reste encore beaucoup à faire avec les OSC partenaires pour améliorer la sensibilisation et les capacités en matière de sécurité des communications en ligne et de droits relatifs aux données.

Les circonstances exceptionnelles ont également permis à certaines ONGI de nouer des relations avec de nouveaux types de groupes, notamment pour le plaidoyer et la recherche. Dans un cas, une organisation a travaillé avec un groupe de jeunes beaucoup moins formalisé pour mener des recherches sur les défis de la pandémie parmi les femmes dans les communautés : « *Nous n'aurions jamais coopéré avec [ce groupe] auparavant, simplement parce que nos processus sont si lourds.* » La personne interrogée a toutefois fait remarquer que cela nécessitait son propre leadership pour permettre l'assouplissement de certaines exigences, par exemple la nécessité de disposer d'un compte bancaire ou de savoir quelle signature elle pouvait accepter. Elle a également admis que cela ne serait pas possible pour la plupart des programmes, où les niveaux de diligence raisonnable doivent être plus élevés.

Il existe également de bons exemples d'intégration des partenaires au-delà de la mise en œuvre de programmes, du plaidoyer et de la recherche. Bien qu'il n'ait pas été formé en réponse à la pandémie, Act Church of Sweden, qui fait partie de l'Alliance Act, a par exemple créé un groupe de référence international chargé de donner des conseils et de contribuer aux stratégies et priorités de l'organisation. Bien que les membres du groupe ne représentent pas "officiellement" les partenaires de Act Church of Sweden, ils sont nommés par eux. Ils se sont réunis pour la première fois en personne juste avant la pandémie de janvier 2020 et se réuniront désormais par voie numérique.

"Il fournit la justification, le raisonnement et la preuve des discussions qui avaient lieu sur la nécessité d'un meilleur équilibre des rapports de force, [...] de soutenir les dirigeants du Sud et d'accompagner les partenaires du Sud, au lieu de donner des instructions aux partenaires du Sud [...]. Cela a catalysé une action qui devait se produire de toute façon, mais cela a propulsé une action antérieure."

ENCADRÉ 4 : LOCALISATION ET MODIFICATION DE L'ÉQUILIBRE DES POUVOIRS

L'agenda de la localisation

L'étude POED OSCI 2019 a noté un soutien croissant à la décentralisation, ou localisation, du pouvoir et de l'appropriation des initiatives de développement, inspiré par la conviction que les ressources locales, ainsi que le leadership et l'adhésion des acteurs locaux, sont des conditions préalables nécessaires à une coopération efficace pour le développement. Notamment, l'un des engagements pris par les donateurs et les organisations d'aide lors du Sommet humanitaire mondial (WHS) de 2016 était qu'au moins 25 % du financement humanitaire mondial (contre seulement 2 % en 2016) aille "aussi directement que possible" aux intervenants locaux et nationaux d'ici 2020. Le dernier rapport d'étape indépendant du Grand Bargain a souligné que des "progrès substantiels" avaient été réalisés dans ce domaine. La plupart des personnes interrogées ont toutefois reconnu qu'il n'y avait pas encore eu de changement de pratique à l'échelle du système.⁵³ Les personnes interrogées dans le cadre de cette étude partagent cette perception, affirmant que la "localisation" est encore plus une rhétorique qu'une pratique.

Déplacement de l'équilibre des pouvoirs : les débats reviennent sur le devant de la scène

Les débats sur le "déplacement du pouvoir" entre les ONGI et les OSC nationales et locales dans le Sud ont également porté sur le rôle traditionnel des ONGI en tant que "gardiennes" de l'aide internationale, selon l'étude de 2019. De nombreuses organisations ont tenté de se décentraliser, à l'image d'ActionAid qui a déplacé son siège du Royaume-Uni vers l'Afrique du Sud. D'autres avancent la nécessité d'un changement plus important en faveur d'organisations plus petites partageant le pouvoir et les ressources de manière plus équitable. Ces débats sont revenus sur le devant de la scène ces dernières années. Tout d'abord, à la suite d'un certain nombre de scandales de sauvegarde impliquant des ONGI de premier plan qui ont fait la une des journaux en 2018.⁵⁴ Les donateurs ont suspendu leur financement jusqu'à ce que les objectifs d'amélioration soient atteints.⁵⁵ Ces débats ont refait surface en 2020, à la suite de protestations dans le monde entier, déclenchées initialement par des meurtres racistes commis par la police aux États-Unis, dénonçant les déséquilibres de pouvoir systémiques soutenus par les systèmes et les structures de la société au sens large. Comme pour les entreprises, les institutions académiques et d'autres, cela a forcé les ONGI et les donateurs à reconsidérer la nécessité de mettre l'antiracisme et la "décolonisation" de leurs propres pratiques au cœur du secteur de l'aide internationale.⁵⁶

Le manque actuel de progrès dans le transfert de pouvoir à ce jour dans la pratique peut au moins partiellement être expliqué par des tendances concomitantes identifiées dans l'étude POED OSCI 2019. Par exemple, cette étude note que les donateurs bilatéraux mettent davantage l'accent sur l'établissement d'un lien entre l'aide et le développement.

La diminution des budgets de l'aide entraîne une diminution du nombre de contrats et d'accords de financement plus importants et axés sur les résultats. Ces facteurs renforcent le pouvoir relatif des ONGI, mieux équipées pour répondre aux exigences de plus en plus strictes des donateurs. En effet, le rapport d'étape 2020 de Grand Bargain s'en fait l'écho, citant comme principaux obstacles à la localisation le fait que les intervenants locaux soient tenus de respecter les normes et processus internationaux, et que les acteurs internationaux soient en concurrence avec les intervenants locaux pour le financement international.⁵⁷

Donner une structure à la rhétorique

Il existe cependant des exemples actuels de grands donateurs et d'ONGI qui prennent des mesures actives pour structurer le financement et les programmes de manière plus équitable afin d'aller au-delà de la rhétorique. *Just Future* est un projet de cinq ans mis en œuvre par six OSC et réseaux du Nord (Cordaid et Search for Common Ground) et du Sud (African Security Sector Network, Liaison Office, West African Network for Peacebuilding et Women's International Peace Centre). Il est financé par le ministère néerlandais des affaires étrangères dans le cadre de son programme de financement "Power of Voices". Le projet vise à permettre aux populations des États fragiles de bénéficier d'institutions de sécurité et de justice plus accessibles, plus réactives et plus responsables, ainsi que d'arrangements plus inclusifs pour la gouvernance politique et le rétablissement de la paix. Il vise explicitement à appliquer une approche ascendante, inclusive et participative et à intégrer les principes de responsabilité mutuelle, de participation, d'inclusion et de responsabilité partagée dans les partenariats du projet.⁵⁸ Il est important de noter qu'il utilise des approches et des outils, notamment un "outil de sensibilisation au pouvoir"⁵⁹, qui reconnaissent explicitement les déséquilibres de pouvoir inhérents pour aider à promouvoir des relations plus égales et la confiance entre les partenaires. Bien qu'il soit trop tôt pour évaluer son succès, il suggère néanmoins que les principaux donateurs et les ONGI doivent être prêts à remettre en question et à réviser leurs modèles de financement et de fonctionnement, ainsi qu'à consacrer le temps et les ressources nécessaires à cette fin, si l'on veut que ce type de tentatives d'actions concrètes devienne la norme.

⁵³ Victoria Metcalfe-Hough, Wendy Fenton, Barnaby Willits-King et Alexandra Spence, *Grand Bargain Annual Independent Report 2020*, Humanitarian Policy Group/ODI, (juin 2020), <https://interagencystandingcommittee.org/system/files/202012/Grand%20Bargain%20Annual%20Independent%20Report%202020.pdf>.

⁵⁴ Voir, par exemple, Sophie Edwards, "Oxfam : Safeguarding failings laid bare", *Devex* (12 juin 2019) : <https://www.devex.com/news/oxfam-safeguarding-failings-laid-bare-95082> ; ITV, *Charity Abuse Scandal : Watchdog examine 80 plaintes*, (5 mars 2018) : <https://www.itv.com/news/2018-03-05/charity-abuse-scandal-watchdog-examining-80-claims>.

⁵⁵ Voir Foreign Commonwealth and Development Office, *Impact assessment : Cross-Sector and FCDO Progress Reports on Safeguarding Against Sexual Exploitation, Abuse and Sexual Harassment (SEAH) 2019-2020*, (20 octobre 2020) <https://www.gov.uk/government/publications/cross-sector-and-fcdo-progress-reports-on-safeguarding-against-sexual-exploitation-abuse-and-sexual-harassment-seah-2019-2020/>.

⁵⁶ Voir par exemple, UK Parliament International Development Select Committee, *the Philosophy and Culture of Aid Inquiry*, (2021), <https://>

UN AN APRÈS :

committees.parliament.uk/work/1005/the-philosophy-and-culture-of-aid/.

⁵⁷ *Op cit*, note 53.

⁵⁸ Cordaid, *A New Partnership for a Just Future*, Communiqué de presse. (3 juin 2020). <https://www.cordaid.org/en/news/a-new-partnership-for-a-just-future/>

⁵⁹ <https://www.partos.nl/actueel/nieuws/artikel/news/start-shifting-the-power-with-the-power-awareness-tool/>

6.7 - Créer et partager des connaissances et s'engager dans l'apprentissage mutuel

En ce qui concerne le plaidoyer et la communication, l'année 2020 a été marquée par une prolifération de déclarations, de rapports, de documents et de webinaires, tous diffusés et réalisés sous forme numérique. Il était important de partager des informations sur la COVID-19 et d'autres thèmes prioritaires, mais aussi de façonner des récits et de contrer la désinformation. Les participants ont déclaré que le public était plus réceptif à leur travail qu'auparavant et que, grâce à la numérisation, ils avaient pu attirer des panels plus variés, ainsi qu'un public plus large et plus diversifié pour les réunions et les briefings. Une personne interrogée s'est probablement exprimée au nom de la plupart d'entre eux en disant que c'était mieux à bien des égards que les "événements en personne avec un groupe d'amis dans la pièce" de l'époque pré-pandémique.

Pour les programmes, la capacité à partager l'information et l'apprentissage avec les partenaires et les communautés dépendait largement de l'infrastructure et de l'équipement numériques disponibles, comme indiqué ci-dessus. Même si la numérisation, lorsqu'elle était possible, a également offert de nouvelles opportunités aux ONGI de participer directement à un plus grand nombre de réunions de partenaires et de rassembler des groupes plus dispersés géographiquement dans des groupes de discussion.

Il existe également de bons exemples de partage des connaissances et d'apprentissage mutuel. Comme un certain nombre d'ONGI, World Vision International (WVI) a lancé un processus d'apprentissage en temps réel sur sa réponse à la COVID-19 à travers toute la fédération mondiale. L'ampleur de l'exercice était sans précédent, même pour une organisation de cette taille. Plus de 3 000 membres du personnel et 600 partenaires ont répondu à l'appel, de même que des membres de la communauté, afin de dresser un tableau complet des effets et des défis de la pandémie et de la réponse apportée par WVI.

Le Réseau européen sur la dette et le développement (Eurodad) a développé une nouvelle plateforme de gestion des connaissances en ligne pour ses membres et ses partenaires de coalition en 2020, qui s'est avérée particulièrement utile lors de la pandémie. La plateforme permet à Eurodad de partager des recherches, des boîtes à outils, du contenu d'introduction et des informations plus approfondies sur des questions thématiques clés, ainsi que des archives pour le travail international du réseau.

6.8 - S'engager à réaliser un changement positif durable

Les participants ont reconnu les progrès accomplis, par exemple les avancées majeures en matière de numérisation, qui sont de bon augure pour l'avenir. Ils ont également réitéré leurs inquiétudes quant aux impacts négatifs de la pandémie, en particulier les impacts secondaires, et les réponses apportées par les États et les donateurs, notamment les attaques accrues contre l'espace civique et les préoccupations concernant le financement du secteur. Ils s'inquiètent de l'effet que cela pourrait avoir sur la capacité des OSC à s'engager à réaliser des changements positifs et durables, en particulier à long terme.

Cette période a également incité certains à réfléchir à leur travail et à leurs approches, notamment aux leçons du passé. L'une des personnes interrogées a par exemple fait remarquer que la pandémie avait mis en évidence de graves lacunes dans les tentatives passées de résoudre les problèmes de développement, notamment en ce qui concerne l'eau, l'assainissement et l'hygiène (WASH) :

"Après tout l'argent que nous avons investi dans WASH et toutes ces luttes [...], il y a encore des lacunes importantes, ce qui signifie que quelque chose comme une pandémie peut menacer et rendre les gens vulnérables parce qu'ils n'ont pas accès à l'eau."

Pour ce qui est de l'avenir, la plupart ont insisté sur la nécessité de s'attaquer aux problèmes structurels que la COVID-19 a mis en évidence, notant que "tout reste à faire". À cette fin, les OSC doivent partager une vision de ce à quoi cela devrait ressembler. Une personne interrogée s'est demandé si les crises n'étaient pas la "nouvelle normalité" à laquelle nous devrions nous adapter :

"Nous ne pouvons pas revenir à [l'"ancienne normalité"], d'autant plus que ce n'est pas la pire crise, et ce n'est pas la dernière crise que nous allons connaître."

ENCADRÉ 5 : TENDANCES NOUVELLES ET ÉMERGENTES

Les personnes interrogées ont souligné un certain nombre de tendances qui ont émergé pendant la pandémie :

Crises : travailler au-delà des clivages pour mieux faire face aux crises multiples

Les tentatives de décloisonner le travail entre les secteurs et les approches ne sont pas nouvelles, bien qu'ayant un succès mitigé. Notamment, le Grand Bargain convenu lors du WHS en 2016 comprenait des initiatives visant à améliorer la cohérence de la réponse humanitaire, du développement et des processus de paix pour mettre fin aux souffrances humaines et garantir des solutions durables dans le cadre de ce que l'on appelle le "triple lien" ou « triple Nexus ». ⁶⁰

La crise de la COVID-19 a, à son tour, mis en lumière les multiples crises auxquelles l'humanité est confrontée en ce moment : qu'il s'agisse de l'urgence climatique ou des crises de conflit ou de genre, suscitant des appels à la nécessité de travailler "au-delà des clivages" pour créer des liens entre les problèmes comme une approche plus efficace pour s'attaquer à chacun d'eux. Ces appels ont notamment porté sur la nécessité de redynamiser le triple lien, car les précédentes urgences sanitaires, comme l'épidémie d'Ebola en RDC, et celle que la COVID-19 est en train de démontrer, montrent que l'instabilité et le sous-développement aggravent l'impact de ces urgences et retardent la reprise. Elles ont également donné lieu à de nouvelles campagnes "liées", telles que "Crack the Crises", une campagne rassemblant des organisations appelant à l'action contre la triple crise de la COVID, de l'injustice et du changement climatique. ⁶¹

L'essor (et le succès) des mouvements de protestation populaires

Les mouvements de protestation visant à obtenir des changements ne sont pas nouveaux. Cependant, malgré les confinements et autres restrictions, les marches et les manifestations de rue, ainsi que les campagnes sur les médias sociaux, ont proliféré en 2020, en dépit des risques pour la santé. Notamment, les manifestations de *Black Lives Matter* ont balayé le monde au cours de l'été 2020, et d'autres ont eu lieu : des manifestations antigouvernementales dénonçant des élections présidentielles truquées en Biélorussie après la réélection de Lukashenko ; des manifestations contre l'avortement en Pologne et en Argentine ; et des manifestations dirigées par des jeunes au Nigéria appelant au démantèlement de l'Armée spéciale Anti-Robbery Squad, une unité spéciale de la police liée à la brutalité et à de graves violations des droits humains. De multiples manifestations ont également eu lieu contre les règles et les restrictions liées à la COVID-19 pour protester contre le port de masques, la poursuite des confinements et les vaccinations. Probablement renforcés par les inégalités et les injustices structurelles que la pandémie a mises en évidence et exacerbées, ces mouvements ont, dans le meilleur des cas, attiré l'attention sur des problèmes graves et, dans de nombreux cas, initié des changements.

La "viralité" de la désinformation

Une autre tendance est la prévalence croissante de la désinformation et des fausses nouvelles qui circulent principalement via les médias sociaux et l'internet sur toutes sortes de sujets. Le fait qu'elles soient devenues une caractéristique de la pandémie a pris beaucoup de gens au dépourvu, car la "viralité des mauvaises informations" a pris le pas sur les preuves scientifiques et les conseils de santé publique sur de nombreuses plateformes en ligne et sur les fils de discussion des médias sociaux. Ces messages remettaient en question les causes - et l'existence même - de la pandémie, ainsi que l'efficacité ou l'innocuité des vaccinations par les militants "anti-vax", ce qui a nui à l'efficacité de la réponse à la COVID-19. Certains hommes politiques, comme les présidents Trump aux États-Unis, Bolsonaro au Brésil et Magufuli en Tanzanie, ont sérieusement minimisé la gravité de la COVID-19 et ont eux-mêmes alimenté de fausses rumeurs aux effets dévastateurs pour les populations qu'ils sont censés servir. ⁶²

⁶⁰ Voir le Sommet humanitaire mondial 2016, l'Agenda pour l'humanité : <https://agendaforhumanity.org/summit>.

⁶¹ <https://crackthecrises.org>

⁶² Travis Waldron, "Bolsonaro Blames the Media as Coronavirus Worsens in Brazil," *The Huffington Post*, (12 mars 2020) https://www.huffingtonpost.co.uk/entry/jair-bolsonaro-coronavirus-brazil-trump_n_5e6a443cc5b6747ef1186cb3?ri18n=true ; Nolan Quinn, "John Magufuli, Tanzania's COVID-

UN AN APRÈS :

Denying President, Dies," *Council on Foreign Relations* (18 mars 2021). <https://www.cfr.org/blog/john-magufuli-tanzanias-covid-denying-president-dies>.

7 - CONCLUSION ET RÉFLEXIONS FINALES

7.1 - Conclusion

La COVID-19, ainsi que bon nombre des mesures mises en place pour enrayer sa propagation, ont menacé la vie, la santé et la sécurité de millions de personnes dans le monde, et ont exposé et exacerbé des failles structurelles déjà bien ancrées dans les systèmes mondiaux. Le Sud a été le plus durement touché par ses effets, ce qui constitue un défi majeur pour la communauté de l'efficacité du développement, entre autres, pour y répondre. La pandémie est un test de résistance aux principes de l'efficacité du développement pour toutes les parties prenantes du PMCED. C'est également un défi pour le Partenariat mondial dans son ensemble, qui doit s'assurer un rôle de premier plan dans l'orientation des prochaines étapes vers une reprise juste et durable dans les pays en développement du Sud et un nouvel élan pour regagner le terrain perdu afin de réaliser les ODD en ne laissant personne de côté. L'appropriation du processus de développement par les pays, les partenariats de développement inclusifs, la transparence et la responsabilité mutuelle, ainsi que l'accent mis sur les résultats doivent occuper le devant de la scène.

Pour leur part, les OSC ont rapidement pris des mesures. Elles ont fourni des secours d'urgence et diffusé des messages de santé publique, elles ont continué à soutenir les détenteurs de droits du mieux qu'elles pouvaient face aux impacts secondaires, qu'il s'agisse de pertes d'emploi, d'insécurité alimentaire ou de violence domestique, et elles ont également joué leur rôle vital de chien de garde. Elles l'ont fait tout en affrontant elles-mêmes des défis majeurs, notamment l'ampleur et la complexité des problèmes et des besoins engendrés par la pandémie, en particulier ses effets secondaires. Si de nombreux gouvernements ont salué le travail des OSC qui ont participé aux efforts de réponse coordonnés, un certain nombre d'entre eux ont utilisé des lois et des mesures restrictives pour les réduire au silence et se passer de leur soutien, allant de la répression violente à la rétention d'informations et à la prise de décisions clés à huis clos. Si les principaux donateurs ont fait preuve d'une grande souplesse, permettant aux OSC d'adapter leurs programmes, dans la mesure du possible, à l'urgence sanitaire, d'autres domaines, tels que la paix et la sécurité, semblent avoir souffert, avec probablement des effets négatifs durables. Comme toutes les économies ont été gravement touchées, les perspectives à long terme de maintien des niveaux de soutien de l'APD aux OSC semblent sombres.

Toutes les OSC ont eu des difficultés dans ce contexte, mais les petites OSC nationales et locales semblent avoir été les plus durement touchées. Les niveaux de financement sont devenus critiques, malgré le besoin accru de leurs services, et beaucoup d'entre elles ont dû se battre pour survivre. L'accélération du rythme de la numérisation a offert un certain répit : Zoom et Microsoft Teams ont permis aux organisations de continuer à fonctionner et aux réunions d'avoir lieu virtuellement. Ce contexte numérique a également ouvert de nouveaux espaces pour que de nombreuses OSC puissent participer à des conférences internationales auxquelles elles n'auraient pas pu assister autrement. Ces possibilités n'étaient toutefois pas accessibles à tous, ce qui a encore creusé le fossé numérique entre les pays, les communautés et les individus au sein de tous les pays. Enfin, un an plus tard, les effets de la pandémie ont également eu des répercussions sur le personnel des OSC, que ce soit par la crainte d'une attaque, par un sentiment d'isolement et d'épuisement dû à la pression du travail, ou par le fait de tomber malade ou de perdre des proches à cause de la COVID-19.

Cette étude s'est ensuite concentrée plus spécifiquement sur les effets de la pandémie et des réponses des États et des donateurs sur la capacité des OSC à mettre en œuvre les huit principes d'Istanbul. C'est-à-dire le cadre qui guide l'efficacité des opérations des OSC en tant qu'actrices indépendantes du développement à part entière. Cette période a créé des défis (et quelques opportunités) pour les OSC afin de mettre en œuvre tous les principes. D'un point de vue positif, elle a forcé les OSC à réfléchir à la manière dont elles travaillaient par le passé, ce qui a entraîné des changements profonds. En particulier, il est probable qu'à l'issue de cette période, les OSC voyageront beaucoup moins et justifieront mieux leurs déplacements (promotion de la durabilité environnementale, PI4), et nombre d'entre elles bénéficieront certainement des relations plus solides qu'elles ont établies avec leurs partenaires existants au cours de cette période et seront plus ouvertes à une coopération étroite avec un plus grand nombre de groupes (recherche de partenariats équitables et de solidarité, PI6). En outre, une nouvelle dépendance à l'égard des outils numériques a poussé des solutions créatives aux problèmes, par exemple le développement d'applications et l'utilisation de plateformes en ligne, qui ont permis aux OSC de continuer à soutenir les détenteurs de droits par de nouveaux moyens, ainsi que de rester en contact avec leurs partenaires.

Toutefois, cela n'a pas suffi à atteindre de nombreux détenteurs de droits, notamment les plus vulnérables, ni à

UN AN APRÈS :

compenser l'ampleur des besoins. Les impacts disproportionnés et multiples de la crise sur les plus vulnérables, notamment les femmes et les filles, ont posé des défis particuliers aux OSC pour mettre en pratique le respect et la promotion des droits humains et de la justice sociale (PI1) et des droits des femmes et des filles (PI2). La mise en œuvre des domaines qui ont mis à l'épreuve de nombreuses ONGI dans le passé, notamment la recherche de partenariats équitables et de solidarité (PI6), est restée un défi. Bien qu'elles se soient appuyées davantage sur les partenariats existants et qu'elles aient noué des relations avec des groupes moins traditionnels pendant la pandémie, les pratiques dominantes en matière d'éducation, de santé et d'environnement sont restées inchangées.

Les modalités d'aide dans le secteur, telles que les exigences strictes des donateurs et la manière dont ces fonds sont acheminés, sont restées largement inchangées. Par conséquent, elles ont continué à faire obstacle à la modification des déséquilibres de pouvoir sous-jacents entre les ONGI et les OSC nationales.

7.2 - Réflexions finales

Une crise de cette ampleur et de cette complexité soulève inévitablement une multitude de questions et de préoccupations qui, un an après, méritent un examen plus approfondi. Cette dernière section met en lumière quelques-unes de ces questions, qui concernent spécifiquement la capacité des OSC à fonctionner efficacement, afin de susciter une réflexion, une recherche et, en fin de compte, une action supplémentaire de la part, principalement, des OSC et du POED, mais aussi du PMCED dans son ensemble.

a. La pandémie des inégalités

La pandémie a braqué les projecteurs sur de nombreux problèmes, mais surtout sur les inégalités structurelles préexistantes. La crise a non seulement exposé ces dernières, mais elle les a également exacerbées. Comme le dit le POED : "La COVID-19 est un signal d'alarme pour inverser les inégalités, un défi à ne laisser personne de côté.⁶³ Ce qui est frappant, cependant, c'est le nombre de défis abordés dans cette étude qui sont enracinés dans l'inégalité. Les impacts relatifs des effets secondaires, en particulier, frappent le plus durement le Sud et les sociétés les plus pauvres et les plus vulnérables, tout en les rendant plus difficiles à atteindre pour les OSC et les autres acteurs. Un aspect positif dans l'ensemble, bien sûr, a été les outils numériques qui ont aidé à surmonter de nombreux défis, notamment les restrictions de mouvement et de distance physique, et même à fournir de nouvelles solutions créatives aux problèmes. Cependant, ils ont également creusé des fossés, car les personnes déjà marginalisées n'y avaient généralement pas accès, ce qui a aggravé l'exclusion et la marginalisation de ces groupes.

L'inégalité a également été un marqueur de l'expérience des OSC face à la pandémie : les ONGI, bien qu'elles aient été elles-mêmes touchées par la pandémie, ont été mieux équipées pour résister aux chocs financiers ou se protéger des attaques et des intimidations des gouvernements répressifs que ne l'ont été leurs homologues nationales et locales dans le Sud. Par exemple, lorsque les bureaux ont été fermés et les comptes bancaires gelés, grâce à l'accès à des services juridiques et à des moyens alternatifs de soutien financier immédiat. En outre, malgré le rôle essentiel que les organisations nationales et locales ont joué dans la lutte contre la corruption, elles n'ont pas été en mesure de s'acquitter de leur mission.

Les OSC locales ont joué un rôle important sur le terrain dans la réponse à la pandémie, mais cela ne semble pas encore avoir conduit à une plus grande égalité dans les relations entre les ONGI et leurs partenaires OSC nationales.

b. Les défis de la localisation et des partenariats équitables

En outre, la question du déplacement du pouvoir et de la localisation, c'est-à-dire la décentralisation ou la localisation du pouvoir et de l'appropriation des initiatives de développement, a fait l'objet d'une attention accrue en 2020. Notamment, après des vagues de protestations autour des inégalités systémiques liées à la race et à l'ethnicité, le secteur de l'aide internationale a également été contraint de se poser des questions fondamentales, notamment sur la nécessité de "décoloniser" l'aide internationale. Cette étude suggère toutefois qu'après de nombreuses années, la localisation et les partenariats équitables, bien qu'ils soient toujours aussi soutenus dans leur principe, sont toujours plus discutés que mis en œuvre. Le niveau des spécifications et des restrictions imposées par les principaux bailleurs de fonds, qui doivent à leur tour justifier leurs dépenses d'APD auprès de leurs parlements et de leurs électeurs, sur les accords de subvention et de contrat est au moins équivalent à celui des autres bailleurs de fonds, ce qui est un obstacle à la réalisation de cet objectif. Il semble qu'il s'agisse de "deux philosophies différentes", comme l'a dit une personne interrogée. En reconnaissant explicitement l'existence de ces déséquilibres de pouvoir inhérents, les organisations peuvent commencer à y remédier de manière ciblée. Avant tout, pour que la localisation et les partenariats équitables se concrétisent réellement, les principaux donateurs et les ONGI doivent se mettre d'accord et s'engager à faire les choses différemment. Cela doit conduire à des actions concrètes pour explorer, tester et adopter de nouvelles approches de financement et de modèles opérationnels.

c. Mettre de l'ordre dans sa propre maison

En outre, la communauté de l'aide internationale dans son ensemble, mais plus particulièrement ici les OSC, doit s'attaquer sérieusement aux questions gênantes qui subsistent dans le secteur, notamment la nécessité d'apporter des améliorations plus profondes dans des domaines clés tels que la protection de l'environnement, l'égalité des genres, l'antiracisme et la décolonisation. Les ONGI doivent développer et mettre en œuvre de meilleures structures et politiques en leur sein pour traiter ces questions, ainsi que dans leurs relations avec les partenaires et les détenteurs de

UN AN APRÈS :

droits. Les donateurs doivent adopter des modalités et des approches qui soutiennent et encouragent cette démarche. Cela devrait conduire à un renforcement de l'autonomisation locale et de l'appropriation démocratique, et à un développement plus efficace.

⁶³ POED. "COVID-19 is a wake-up-call to reverse inequality, a challenge to leave no one-behind" Déclaration (25 mars 2020) <https://csopartnership.org/2020/03/covid-19-is-a-wake-up-call-to-reverse-inequality-a-challenge-to-leave-no-one-behind/>

Il est important que les OSC mettent de l'ordre dans leurs affaires, notamment pour garantir leur propre légitimité lorsqu'elles doivent interpellier les gouvernements et les autres acteurs du développement.

d. Restriction de l'espace civique

L'environnement de plus en plus hostile aux OSC est une tendance qui s'aggrave et qui ne doit pas être sous-estimée. Les libertés fondamentales des personnes de s'associer, de se réunir pacifiquement et d'exprimer leurs points de vue et leurs opinions sont des conditions préalables essentielles à un développement efficace et à la réalisation des ODD, tout comme la capacité des OSC à fonctionner librement et à s'engager auprès des gouvernements et des autres acteurs du développement. Le niveau d'attaques, de menaces et d'intimidation des OSC pendant la pandémie est alarmant. Il est également très préoccupant d'apprendre que des gouvernements ont retenu des informations ou refusé de consulter les OSC sur des décisions et des questions clés. Ces cas devraient préoccuper toutes les personnes impliquées dans le cadre du PMCED. Il est vital d'y remédier non seulement pour la sécurité des personnes, mais aussi pour la crédibilité même des processus du PMCED et l'efficacité des résultats du développement.

e. Les fonds de l'APD doivent cibler les communautés les plus pauvres

Le défi du développement international n'ont jamais été aussi grands, car les estimations de l'OCDE indiquent que les pays en développement sont confrontés à un déficit de 1,7 trillion de dollars US sur les sommes nécessaires pour atteindre les ODD d'ici 2030. Et ce, alors que, dans l'ensemble, l'APD destinée à la réduction de la pauvreté et au développement économique dans les pays du Sud est au mieux en stagnation, au pire en diminution. Cette tendance semble devoir se poursuivre, les économies du monde entier ayant souffert de la COVID-19. En tout état de cause, la proportion de l'APD bilatérale versée aux ONG à cette fin est en déclin. Des proportions croissantes vont vers et via les IFD, et il est probable que des pressions concurrentielles toujours plus fortes s'exercent sur les budgets de l'APD, notamment pour qu'elle soit consacrée aux biens publics mondiaux à la suite de cette pandémie mondiale et de la crise climatique imminente. Tous les partenaires du développement, y compris les OSC, doivent veiller à ce que le financement de l'APD soit ciblé le plus efficacement possible pour soutenir la réduction de la pauvreté parmi les plus pauvres du monde et la réalisation des ODD.

f. Une fenêtre d'opportunité

Cette période a été une période de crise prolongée, marquée par des défis multiples et complexes. On peut toutefois en tirer quelques points positifs. Celui qui a été le plus souvent mentionné au cours de cette étude est le "réveil" qui s'est produit lorsque les autorités et les individus ont pu voir plus clairement à quel point il est essentiel de s'attaquer aux problèmes structurels sous-jacents sur lesquels les OSC font campagne depuis des années. Cette situation, ainsi que la nécessité d'investir dans une reprise économique mondiale majeure, offrent aux OSC une rare opportunité de formuler et de communiquer une vision claire de ce à quoi cette reprise devrait ressembler, de ce qui doit changer et comment établir un plan d'action pour la promouvoir ensemble en se concentrant sur quelques priorités clés. Mais les OSC doivent agir rapidement car cette fenêtre ne restera pas ouverte longtemps.

Annexe 1 :

Questions pour une réflexion et un apprentissage plus approfondis

Les questions suivantes visent à susciter une discussion et une réflexion plus approfondies parmi les OSC sur les problèmes liés à l'efficacité des OSC dans le sillage de la pandémie qui ont été mis en évidence dans la dernière section du rapport. Les OSC sont invitées à se pencher sur ces questions, ainsi que sur d'autres qu'elles souhaitent soulever, afin d'apprendre les unes des autres, d'aider à identifier les priorités et les lacunes et de déterminer ainsi les prochaines étapes de la recherche et, finalement, de l'action.

1 - La pandémie des inégalités

- » D'après votre expérience, quels ont été les obstacles à la promotion des droits humains et de la justice sociale dans votre travail pendant la pandémie ? D'autre part, avez-vous des exemples positifs ?
- » Selon votre expérience, quels ont été les obstacles à la promotion des droits des femmes et des filles pendant la pandémie ? D'autre part, avez-vous des exemples positifs ?
- » Quels défis particuliers avez-vous rencontrés pendant cette période pour atteindre, ainsi que pour consulter et soutenir la participation des détenteurs de droits dans vos plans, programmes et autres travaux ?
- » Avez-vous, ou les communautés avec lesquelles vous travaillez, rencontré des difficultés d'accès ou d'utilisation des appareils numériques pendant la pandémie ?
- » Avez-vous pu utiliser ou adapter des dispositifs ou services numériques pour mieux réaliser votre travail pendant cette période ?
- » Aidez-vous les OSC partenaires et/ou les titulaires de droits à connaître et à faire valoir leurs droits en matière de confidentialité et de sécurité en ligne ou les droits des individus en matière de données personnelles en relation avec les appareils numériques et l'internet ? Avez-vous des projets en ce sens ?

2 - Les défis de la localisation et des partenariats équitables

- » Quelle a été votre expérience de travail en partenariat pendant la pandémie ?
- » Avez-vous travaillé avec des groupes que vous ne connaissiez pas auparavant ? Si oui, quels en ont été les principaux avantages et les principaux défis ?
- » Pouvez-vous penser à d'autres obstacles à la réalisation de partenariats équitables que ceux mentionnés dans le rapport ?
- » Avez-vous des exemples de localisation et/ou de partenariats équitables fonctionnant dans la pratique ? Pourquoi pensez-vous qu'ils ont réussi ?

3 - Mettre de l'ordre dans sa propre maison

- » Avez-vous discuté de questions telles que l'antiracisme, la décolonisation, la protection et l'égalité des genres dans votre organisation ?
- » Avez-vous / votre organisation a-t-elle pris des mesures pour aborder ces questions en interne et/ou dans vos approches des partenaires et des détenteurs de droits ? Si oui, quelles mesures avez-vous prises et quels en ont été les résultats ?
- » Y a-t-il eu un financement pour soutenir ces initiatives ?

4 - Restriction de l'espace civique

- » Avez-vous subi des menaces, des attaques ou des atteintes à votre travail d'OSC pendant la pandémie ?
- » Si vous avez subi des menaces, des attaques ou des atteintes à votre travail, avez-vous pu les contrer d'une manière ou d'une autre ? Si oui, pouvez-vous nous dire comment vous avez procédé ?

UN AN APRÈS :

- » Si vous avez fait l'objet de menaces, d'attaques ou d'atteintes à votre travail, avez-vous reçu un soutien ailleurs ? Si oui, quel soutien avez-vous reçu et de qui ?
- » Que pensez-vous que le POED et les autres OSC peuvent faire pour mieux soutenir les organisations et le personnel qui subissent des menaces, des attaques et des atteintes à leur travail ?

5 - Les fonds de l'APD doivent cibler les communautés les plus pauvres

- » Quels types de problèmes de financement votre organisation a-t-elle rencontrés pendant ou à la suite de la pandémie ?
- » Étant donné que les pays les plus vulnérables ont été les plus touchés par les effets de la pandémie, et qu'ils souffriront probablement le plus du changement climatique et d'autres crises, que peut-on faire dans le cadre de la coopération au développement pour aider à relever ces défis ?
- » Le financement de l'APD pour les ONG semble devoir diminuer, comment les donateurs et les OSC peuvent-ils s'assurer que ce financement est ciblé là où il est le plus nécessaire pour soutenir la réduction de la pauvreté et la réalisation des ODD ?

6 - Une fenêtre d'opportunité

- » Quel objectif à plus long terme (ou vision) pour la reprise, pensez-vous que le POED devrait chercher à atteindre ?
- » Quels sont, selon vous, les deux ou trois éléments que le POED devrait privilégier dans son plaidoyer auprès du PMCED et dans le cadre de l'efficacité du développement à plus court terme afin d'aider à atteindre cet objectif ?
- » Quelles seront vos priorités dans votre plaidoyer et/ou vos communications au niveau local, national, régional ou international ?
- » Qui allez-vous cibler avec votre plaidoyer et/ou vos communications ?
- » Outre le POED, avec quelles autres OSC, alliés et coalitions allez-vous travailler dans ce domaine ?

Annexe 2 :

Liste des organisations dont les représentants ont participé à l'enquête et/ou aux entretiens

Plateformes/réseaux d'adhérents opérant au niveau international

L'Institut de recherche Făgăraș World

Vision International

CIVICUS

La Fédération des OSC de Coopération au Développement (ACODEV)

La Plate-forme de la société civile pour la consolidation de la paix et le renforcement de l'État (CSPPS)

La table ronde estonienne pour la coopération au développement

Le réseau européen sur la dette et le développement (Eurodad)

Le Forum norvégien pour le développement et l'environnement (ForUM)

Le réseau syndical de coopération au développement

OSCI

Action Aid International

Act Church of Sweden, qui fait partie de

l'Alliance Act Fondation bulgare de recherche

sur le genre

Care International UK

Cordaid

Initiatives de

développement Gestos

IBON International

Conseil international pour les communautés

d'entraide Kopin

ONG Mondo

Publish What You Fund

OSC et coalitions nationales

Association pour la promotion du développement durable, Inde

Centre for Human Rights and Development,

Mongolie Forum de la Femme Ménagère

(FORFEM), RDC

Coalition nationale des organisations de la société civile, Liberia

Organisation pour le développement des infrastructures rurales et des ressources humaines (RIHRDO), Pakistan

S.O.S. - Criança e Desenvolvimento Integral de Angola, Angola

Centre des peuples autochtones du Sud-Est, USA

Centre de soutien et d'information pour les femmes NPO, Estonie

Annexe 3 :

Liste des matériaux fournis par les participants à l'étude

Partenariat des OSC pour l'efficacité du développement (POED)

"Le monde en quarantaine, le développement à l'arrêt : Un rapport spécial du POED sur l'(in)efficacité de la réponse à la Covid-19" Rapport (avril 2021).

<https://csopartnership.org/wp-content/uploads/2020/10/CPDE-Global-Synthesis-World-in-Lockdown-Development-on-Hold-2021-FR-1.pdf>

"Initiatives de la société civile sur la Covid-19". Rapport (19 juin 2020). <https://www.csopartnership.org/wp-content/uploads/2020/07/WEM-FR.pdf>

"La COVID-19 est un signal d'alarme pour inverser les inégalités, un défi à ne laisser personne de côté" Déclaration (25 mars 2020) <https://csopartnership.org/fr/2020/03/le-covid-19-est-un-signal-dalarme-pour-inverser-les-inegalites-un-defi-pour-ne-laisser-personne-de-cote/>

Plateformes / Réseaux de membres

Bond UK

"12 Ways NGOs are Helping the World's Poorest During Covid-19", (9 juin 2020). <https://www.bond.org.uk/news/2020/06/12-ways-ngos-are-helping-the-worlds-poorest-during-covid-19>.

"Des programmes en danger alors que de nouvelles ONG risquent la fermeture". Communiqué de presse. (6 mai 2020) <https://www.bond.org.uk/news/2020/05/programmes-at-risk-as-more-ngos-face-closure>

CIVICUS

"La solidarité au temps du COVID-19 : Rapport "Les réponses de la société civile à la Covid-19" (novembre 2020) https://www.civicus.org/documents/reports-and-publications/SOCS/2020/solidarity-in-the-time-of-covid-19_fr.pdf

"Le pouvoir du peuple attaqué : Civil society monitor 2020", (novembre 2020), <https://findings2020.monitor.civicus.org/index.html>.

"Les libertés civiques menacées pendant la pandémie de COVID-19 : Un instantané des restrictions et de la résilience." Briefing (octobre 2020) <https://monitor.civicus.org/COVID19FrancaisOct/>

"Lettre ouverte : Les donateurs et les partisans doivent agir pour assurer la résilience de la société civile face à la pandémie de COVID-19." Lettre ouverte (19 mars 2020)

<https://www.civicus.org/index.php/fr/component/content/article/332-french/medias-et-ressources/communiques-de-presse/lettres-ouvertes/4350-lettre-ouverte-les-donateurs-et-les-partisans-doivent-agir-pour-assurer-la-resilience-de-la-societe-civile-face-a-la-pandemie-du-covid-19?Itemid=1988>

Plateforme de la société civile pour la consolidation de la paix et le renforcement de l'État (CSPPS)

"Combattre la COVID-19, construire la paix : Ce que les artisans de la paix locaux disent de la COVID-19, de l'espace civique, de la fragilité et des moteurs de conflit." Rapport (13 juillet 2020) <https://cspps.org/Fighting-COVID19-Building-Peace-Rapport>

"Conflit, changement climatique et COVID-19 : Les complexités de la Somalie : un entretien avec l'IIDA, membre de la CSPPS de la Somalie". Article (12 mai 2020) <https://cspps.org/Conflict-Climate-Change-COVID-19-somalie-interview-interview>

"Face à deux fronts : la COVID-19 au milieu de la guerre civile yéménite : un entretien avec le membre yéménite de la CSPPS YWBOD". Article (27 avril) <https://cspps.org/COVID19-Yemeni-Civil-War>

"Contre la méfiance à l'époque du Corona : Un entretien avec la Plateforme pour le dialogue et la paix, membre de la CSPPS du Liberia". Article (16 avril 2020) <https://cspps.org/news/interview-liberia-member-cspps>

"Déclaration de la CSPPS : Une réponse de l'ensemble de la société et sensible aux conflits à la COVID-19". Déclaration (9 avril 2020) <https://cspps.org/news/cspps-statement-whole-society-conflict-sensitive-response-covid-19>

"CSPPS et COVID-19 : Une réponse coordonnée pour soutenir l'action locale". Article (1er avril 2020) <https://cspps.org/news/cspps-and-covid-19-coordinated-response-support-local-action>

"Une nation polarisée pendant une pandémie mondiale : The Libyan predicament". Article (2020) <https://cspps.org/Polarised-Nation-covid19-libya>

UN AN APRÈS :

"Se battre comme une fille ? Les batailles les plus difficiles au Cameroun sont menées par des femmes et des filles." Article (2020)

<https://cspps.org/toughest-battles-Cameroon-fought-par-des-femmes-filles>

Réseau européen sur la dette et le développement (Eurodad)

"The Pandemic Papers : Examens de l'impact de Covid-19 sur la dette et le financement du développement " (décembre 2020) :

https://d3n8a8pro7vhmx.cloudfront.net/eurodad/pages/2016/attachments/original/1612958517/Pandemic_Papers_FR.pdf?1612958517.

Confédération européenne des ONG d'urgence et de développement (CONCORD)

"AidWatch 2020 : Knock-on effects, an urgent call to Leave No One Behind" Rapport (28 octobre 2020) <https://concordeurope.org/2020/10/28/aidwatch-2020-knock-on-effects-an-urgent-call-to-leave-no-one-behind/>

"Réponse globale de l'UE à la COVID-19 : Ouvrir la voie à un futur équitable" Policy brief (8 mai 2020) <https://concordeurope.org/resource/eu-global-response-to-eu-global-response-to-covid-19-forging-a-path-to-an-equitable-future/>

OSC

Care International UK

"Construire l'avenir : Créer un monde plus équitable, plus juste du point de vue du genre, plus inclusif et plus durable." Rapport (octobre 2020)

<https://insights.careinternational.org.uk/publications/building-forward-creating-a-more-publications/building-forward-creating-a-more-monde-équitable-genre-juste-inclusif-et-durable>

"La COVID-19 pourrait conduire des millions de femmes à la pauvreté, alors qu'elles sont des agents de la reprise". Blog (4 mai 2020)

<https://insights.careinternational.org.uk/development-blog/covid-19-could-drive-millions-of-women-into-poverty-when-they-are-agents-of-recovery> (en anglais)

Initiatives de développement

"La finance mixte : La meilleure utilisation d'une ressource limitée ?" Blog (11 mars 2021),

<https://devinit.org/blog/blended-finance-oda-best-use-limited-resourceoda-best-use-limited-resource>

"Données sur les aides 2019-2020 : Rapport "Analyse des tendances avant et pendant Covid" (21 février 2021). <https://devinit.org/resources/aid-data-2019-2020-analysis-trends-before-during-covid/>

"Coupes dans le budget d'aide 2020 du Royaume-Uni : What IATI data tells us" Rapport (11 février 2021).

<https://devinit.org/resources/cuts-uk-2020-aid-budget-iati-data/?nav=more-about>

"Aide aux PMA, PDSL et PEID pendant la pandémie de Covid-19" Fiche d'information (18 janvier 2021)

UN AN APRÈS :

<https://devinit.org/resources/aid-ldcs-lllcs-sids-covid-19/>

" Comment les acteurs du développement peuvent-ils répondre aux besoins à plus long terme dans les crises ? " Briefing (17 novembre 2020)

<https://devinit.org/resources/how-can-development-actors-meet-longer-term-needs-in-crises/>.

"Comment l'aide évolue-t-elle dans la pandémie de COVID-19" Briefing (9 novembre 2020)

<https://devinit.org/resources/how-aid-changing-covid-19-pandemic/>

" Adapter l'aide pour mettre fin à la pauvreté : Tenir l'engagement de ne laisser personne de côté dans le contexte de la Covid-19" Rapport (4 novembre 2020) <https://devinit.org/resources/adapting-aid-to-end-poverty/>

Gestos - Soropositividade, Comunicação e Gênero

"Agenda 2030 pour le développement durable - Rapport Spotlight Synthèse IV Brésil" Groupe de travail de la société civile pour l'Agenda 2030, (2020) https://brasilnaagenda2030.files.wordpress.com/2020/08/en_sr_2020_web.pdf

Human Rights Watch

"COVID-19 Triggers Wave of Free Speech Abuse", dossier spécial (11 février 2021), <https://features.hrw.org/features/features/covid/index.html>

IBON International

"La "nouvelle normalité" est-elle vraiment nouvelle ? Un changement systémique ou un ancien système rétabli ?" (octobre 2020) <https://iboninternational.org/download/is-the-nouveau-normal-réellement-nouveau-changement-systémique-ou-un-ancien-système-établi/>

"Aller au-delà du maintien de l'ancien ordre économique : Sur le résultat de 2020 en matière de financement du développement". Blog (29 avril 2020) <https://iboninternational.org/2020/04/29/move-beyond-sustaining-the-old-economic-order-on-the-2020-financing-for-development-outcome/> (en anglais)

" Récession, pandémie et les sables mouvants de la dette dans le Sud global ". Blog (24 avril 2020). <https://iboninternational.org/2020/04/24/recession-pandemic-and-the-quicksand-of-debt-in-the-global-south/>

"Huit points d'action mondiaux pour une réponse à la COVID-19 centrée sur les personnes et au-delà". Blog (15 avril 2020) <https://iboninternational.org/2020/04/15/eight-global-action-points-for-people-centred-covid-19-response-beyond/>

"La pandémie d'aujourd'hui montre la nécessité d'une refonte du système". Déclaration (28 mars 2020) <https://iboninternational.org/2020/03/28/todays-pandemic-shows-a-need-for-system-overhaul/>

"Les réponses au coronavirus doivent défendre, construire une solidarité internationale pour les droits des personnes." Blog (14 mars 2020)

<https://iboninternational.org/2020/03/14/responses-to-the-coronavirus-must-defend-build-intl-solidarity-for-intl-solidarity-for-peoples-rights/>

"Propagation de la terreur d'État sous le droit de la pandémie et de la terreur". Rapport (1er mars 2020). <https://iboninternational.org/download/spreading-state-terror-under-the-pandemic-and-terror-law/>.

"MISE À JOUR / Un guide rapide sur la sécurité des défenseurs des droits humains". Guide (26 février 2021). <https://iboninternational.org/download/a-quick-guide-on-security-for-human-rights-defenders2/>

World Vision International

"COVID-19 & Green Recovery". Briefing politique (23 novembre 2020) <https://www.wvi.org/publications/policy-briefing/climate-change/covid-19-vert-récupération> ;

"Breaking Point- COVID-19 et la crise de la protection de l'enfance en Afghanistan". Briefing politique (11 novembre 2020) <https://www.wvi.org/publications/policy-briefing/afghanistan/breaking-point-covid-19-and-child-protection-crisis> ;

"Les répliques de la COVID-19 : Vagues mortelles". Rapport (27 août 2021) <https://www.wvi.org/publications/report/coronavirus-health-crisis/covid-19-aftershocks-deadly-waves> ;

"Répliques de la COVID-19 : Accès refusé". Rapport (21 août 2020) <https://www.wvi.org/publications/report/coronavirus-health-crisis/covid-19-aftershocks-access-denied> ;

"100 jours après : La réponse à la Covid-19 de World Vision". Rapport (30 juillet 2020) <https://www.wvi.org/publications/100-days-world-visions-covid-19-response> ;

"COVID-19 Policy Brief : Poverty & Hunger". Briefing politique (9 juillet 2020) <https://www.wvi.org/publications/policy-briefing/coronavirus-health-crisis/covid-19-policy-brief-poverty-hunger> ;

"Répliques de la COVID-19 : Hors du temps". Rapport (7 juillet 2020) <https://www.wvi.org/publications/report/coronavirus-health-crisis/aftershocks-out-time> ;

"Démâser l'impact du COVID-19 sur les enfants les plus vulnérables d'Asie". Rapport (7 juillet 2021) <https://www.wvi.org/publications/report/world-vision-european-union/unmasking-impact-covid-19-asias-most-vulnerable> ;

"Policy Brief : La COVID-19 et les perturbations de l'éducation". Briefing politique (28 mai 2020)

<https://www.wvi.org/publications/policy-briefing/coronavirus-health-crisis/policy-brief-covid-19-disruptions-education> ;

"COVID-19 Risques pour la santé et la nutrition des enfants". Briefing politique (14 mai 2020) <https://www.wvi.org/publications/policy-briefing/health/covid-19-risks-childrens-health-and-nutrition> ;

"Les répliques de la COVID-19 : Un parfait orage". Rapport (14 mai 2020) <https://www.wvi.org/publications/report/coronavirus-health-crisis/covid-19-aftershocks-perfect-storm> ;

"Le Green Deal européen doit renforcer la reprise des pays partenaires après la crise de la COVID-19". Policy briefing (7 mai 2020)

<https://www.wvi.org/publications/policy-briefing/world-vision-european-union/european-green-deal-must-european-union/european-green-deal-must-strengthen> ;

"Policy Brief : COVID-19 & Conflict Sensitivity". Policy briefing (6 mai 2020). <https://www.wvi.org/publications/policy-briefing/world-vision-european-union/policy-brief-covid-19-conflict-european-union/policy-brief-covid-19-conflict-sensitivity> ;

"Plan d'intervention d'urgence COVID-19 : Phase 2". Guide de terrain (5 mai 2020) <https://www.wvi.org/publications/field-guide/coronavirus-health-crisis/covid-19-emergency-response-plan-phase-2> ;

"COVID-19 : Une chance d'autonomiser les citoyens par la protection sociale." Blog (30 avril 2020) <https://www.wvi.org/stories/disaster-management/covid-19-chance-empower-citizens-through-social-protection> ;

"Policy Brief : COVID-19 Protection de l'enfant dans les contextes fragiles et humanitaires." Note d'information politique (20 avril 2020) <https://www.wvi.org/publications/policy-briefing/covid-19-child-protection-fragile-and-humanitarian-contexts> ;

"La voix des enfants en période de Covid-19". Rapport (15 avril 2020) <https://www.wvi.org/publications/report/world-vision-european-union/childrens-voices-times-covid-19-union/childrens-voices-times-covid-19> ;

"Les répliques de la COVID-19 : Les impacts secondaires menacent davantage la vie des enfants que la maladie elle-même". Rapport (6 avril 2020) <https://www.wvi.org/publications/covid-19-aftershocks-les-impacts-secondaires-menacent-la-vie-des-enfants-et-la-childrens-lives-maladie-elle-meme> ;

"Plan d'intervention d'urgence COVID-19". Rapport (6 avril 2020) <https://www.wvi.org/publications/covid-19-emergency-response-plan>.

Syndicats

Congrès syndical international (CSI)

" *Les ODD pour le redressement et la résilience - Études de cas : Rapport "Argentine, Chili et Colombie"* (22 février 2021), <https://www.ituc-csi.org/sdgs-for-recovery-and-resilience-in-latin-americalatin-america>

" *Les ODD pour le redressement et la résilience - Études de cas : Ghana, Nigeria et Zambie*" Rapport (4 février 2021), <https://www.ituc-csi.org/sdgs-for-recovery-and-resilience-in-africaafrica>

" *Nouveau contrat social : cinq revendications des travailleurs pour la reprise et la résilience* " Communiqué de presse (25 janvier 2021), <https://www.ituc-csi.org/new-social-contract-five-revendications>.

"*Un fonds mondial de protection sociale est possible*", résumé de campagne (29 juin 2020), <https://www.ituc-csi.org/global-social-protection-fund>

Page "Pandémie COVID-19" contenant des informations provenant des affiliés de la CSI, des Fédérations syndicales internationales et de l'Union européenne
LabourStart sur la pandémie de coronavirus COVID-19.
<https://www.ituc-csi.org/covid-19-responses>

L'outil du profil de l'efficacité du développement syndical : <https://www.ituc-csi.org/tu-development-effectiveness-10464>

Annexe 4 :

Études précédentes de la circonscription OSCI du POED

Quelle est l'efficacité des organisations internationales non gouvernementales ? Une étude sur le soutien des ONGI à l'agenda de l'efficacité du développement (POED, 2016) - RESUMÉ

À l'approche de la deuxième réunion de haut niveau du Partenariat mondial pour l'efficacité du développement (PMCED), fin 2016, il est opportun de procéder à une évaluation du niveau de soutien et de reconnaissance que l'agenda de l'efficacité suscite encore à différents niveaux. Comprendre la traction que l'agenda de l'efficacité a parmi les organisations non gouvernementales internationales (ONGI) peut être utile pour mobiliser un intérêt renouvelé à la lumière des défis découlant de la mise en œuvre de l'Agenda 2030.

Cette étude s'inscrit dans le cadre des activités de la circonscription sectorielle des ONGI du Partenariat des OSC pour l'efficacité du développement (POED) et fait partie d'une réflexion globale plus large du POED sur l'efficacité des OSC. L'étude vise à fournir un aperçu de la pertinence de l'agenda de l'efficacité du développement pour les ONGI, de la manière dont les ONGI mettent en œuvre les principes d'efficacité dans la pratique et de ce que les ONGI pensent du rôle et du mandat futur du Partenariat mondial pour l'efficacité du développement (PMCED) ainsi que de la pertinence et de la représentativité du POED. L'étude ne cherche pas à fournir une évaluation complète de la mise en œuvre des principes d'efficacité du développement par les ONGI, ce qui nécessiterait une évaluation externe indépendante en dehors du cadre des termes de référence. Elle fait plutôt partie d'un exercice d'auto-évaluation et se base sur une enquête et des entretiens avec des experts travaillant dans neuf ONG internationales.

PASSER DES PRINCIPES À LA PRATIQUE

Les résultats de l'étude montrent que les ONGI sont conscientes des principes d'efficacité et les intègrent dans leurs propres pratiques - bien qu'à des degrés divers. Alors que les organisations interrogées ont fourni une multitude d'études de cas et d'exemples de meilleures pratiques, aucune d'entre elles ne semble être partagée de manière cohérente au sein du secteur.

Les résultats indiquent que les ONGI intègrent avec succès les principes d'efficacité dans leurs activités programmatiques, mais moins dans leur travail politique, de plaidoyer et de campagne. Moins de la moitié des ONGI interrogées incluent l'analyse de genre, la durabilité environnementale et la transparence dans leurs stratégies de plaidoyer et de campagne.

La majorité des ONGI intègrent des principes fondamentaux tels que l'approche fondée sur les droits humains, l'égalité des genres, la transparence et l'accès à l'information dans leurs politiques et pratiques internes. Cependant, les principes d'appropriation démocratique, de durabilité environnementale et de responsabilité envers les multiples parties prenantes s'avèrent plus difficiles à mettre en œuvre.

Les ONGI ont souligné que le financement des donateurs et les exigences en matière de rapports peuvent avoir un impact significatif sur la manière dont le secteur pratique la responsabilité et l'efficacité. Une dépendance organisationnelle à l'égard d'un financement restreint de la part des donateurs officiels peut engendrer un accent sur la qualité des programmes, les exigences des donateurs en matière de rapports et la nécessité de fournir des résultats à court terme. En conséquence, les organisations auront tendance à être plus responsables envers les donateurs qui les financent, plutôt qu'envers les communautés ou les populations affectées avec lesquelles elles travaillent.

La mesure dans laquelle une organisation est gouvernée de manière centralisée, bénéficie d'un engagement fort de la part de ses dirigeants en faveur des principes d'efficacité ou a développé des politiques et des mécanismes internes communs semble avoir un impact significatif sur sa capacité à mettre en œuvre cet agenda à travers l'organisation, y compris au niveau local. Ces questions revêtent une importance particulière, étant donné le nombre croissant d'ONGI qui délèguent leurs structures de gouvernance.

Les partenariats équitables sont un domaine dans lequel les ONGI sont très conscientes de l'évolution de leur rôle

UN AN APRÈS :

dans le paysage du développement et elles reconnaissent la nécessité d'être honnêtes sur la nature de leurs partenariats avec les acteurs locaux. La question du financement des ONGI et de son impact sur la dynamique du pouvoir dans les relations avec les partenaires locaux est perçue comme l'un des principaux obstacles au changement dans ce domaine. De nombreuses personnes interrogées ont cité la dépendance à l'égard du financement des donateurs comme étant l'un des principaux obstacles au changement dans ce domaine.

UN AN APRÈS :

Parmi les autres facteurs, citons une focalisation excessive sur la prévention des risques et la conformité, les partenaires locaux pouvant être perçus comme risqués ; la concurrence entre les OSC nationales et les ONGI en matière de financement ; et les compétences et attitudes de leadership au sein des organisations qui ne parviennent pas à promouvoir des partenariats équitables.

Les ONGI considèrent que les principes de Busan, à savoir l'appropriation par les pays, l'accent mis sur les résultats dérivés des priorités locales, les partenariats de développement inclusifs, la transparence et la responsabilité, restent pertinents dans le contexte de l'Agenda 2030 pour le développement durable. Cependant, pour que le PMCED reste une plateforme d'engagement pertinente, il doit s'assurer qu'il aligne son objectif sur les mécanismes des Objectifs de Développement Durable (ODD) et des résultats du Financement du Développement (FFD) et clarifie sa valeur ajoutée dans ce cadre.

Les ONGI ont souligné l'importance du rôle du PMCED dans le suivi de la mise en œuvre des engagements en matière de coopération efficace au développement, offrant un outil unique pour tenir les parties prenantes, en particulier les gouvernements, responsables de leurs engagements. Des efforts supplémentaires sont nécessaires pour fournir des preuves significatives sur ce qui rend la coopération au développement efficace et pour renforcer les engagements internationaux en reliant les discussions mondiales et nationales et en s'assurant que celles-ci sont fondées sur les mécanismes de consultation et de responsabilité existants au niveau national.

Le rôle du Partenariat mondial en tant que plateforme multipartite, permettant l'engagement des OSC dans le dialogue politique, comme le reflète le rôle égal de la société civile dans sa structure de gouvernance, a également été identifié comme une priorité. Toutefois, les organisations ont souligné que les ressources limitées et les processus et plateformes concurrents étaient des facteurs limitant leur capacité d'engagement dans le PMCED. Pour beaucoup, la mesure dans laquelle les gouvernements investissent dans le Partenariat mondial et sa capacité à démontrer un changement dans les pratiques de développement est un facteur clé pour déterminer l'engagement de leur organisation.

LE RÔLE DU POED DANS LE PARTENARIAT MONDIAL POUR UNE COOPÉRATION EFFICACE AU DÉVELOPPEMENT

La majorité des ONGI connaissent les activités du Partenariat des OSC pour l'efficacité du développement et ont souligné le succès du POED dans la mise en place d'une large coalition d'organisations de la société civile de base, locales, nationales et internationales travaillant dans ce domaine. Les ONGI ont souligné le rôle important du POED dans la mise à jour et la consultation de ses membres sur les discussions en cours au sein du Partenariat mondial et dans l'influence de la politique aux niveaux mondial et national, tout en reconnaissant les défis que cela représente.

Cependant, un peu moins de la moitié des personnes interrogées ont estimé que les ONGI n'étaient pas suffisamment représentées au sein du POED, et un certain nombre d'organisations ont exprimé leur inquiétude quant au fait qu'en agissant comme un "gardien", le partenariat des OSC limite la participation plus large des OSC au sein du PMCED. Il a été suggéré que le POED aille au-delà de sa base actuelle de membres, permette aux OSC de s'engager plus librement dans le Partenariat mondial, en canalisant ou en amplifiant ces initiatives lorsque cela est approprié et possible.

Accélérer la mise en œuvre des principes d'Istanbul par les ONGI dans un paysage de développement en mutation (POED, 2019) - EXTRAIT : PRINCIPAUX OBSTACLES À LA MISE EN ŒUVRE

Principe d'Istanbul 3 : mettre l'accent sur l'autonomisation, l'appropriation démocratique et la participation des personnes.

Principaux obstacles à la mise en œuvre

- » Les structures et procédures propres aux ONGI, en partie définies par les attentes des donateurs ou les modèles de gouvernance interne tels que ceux des familles d'ONGI, ne sont pas toujours adaptées pour permettre une participation et une contribution significatives des parties prenantes à la détermination des priorités organisationnelles, en particulier à un niveau stratégique plus élevé.
- » De nombreuses approches d'ONGI semblent encore fondées sur l'idée erronée que les acteurs locaux, en particulier dans les États fragiles et les contextes humanitaires, sont caractérisés par une faible capacité et une connaissance limitée du contexte.
- » Les messages publics des ONGI du Nord contribuent à perpétuer cette perception erronée. Souvent motivées par des crises humanitaires, et dans le contexte d'un financement public en baisse, les ONGI elles-mêmes ont tenu à suggérer que les solutions sont bon marché et faciles. Elles ont dépeint les populations locales comme des victimes et les agences extérieures comme des "sauveurs", contribuant par inadvertance à affaiblir la compréhension publique du développement en tant qu'autonomisation. Cela affecte à la fois les priorités et les approches des programmes des ONGI, et contribue à façonner les attitudes des représentants dans les organes de gouvernance, en particulier ceux du Nord.
- » L'importance accrue accordée à la conformité aux exigences des donateurs, associée à des délais de programmation serrés, limite également la capacité des ONGI à utiliser des approches participatives et ascendantes permettant aux communautés touchées de véritablement définir l'ordre du jour.
- » La surveillance rigoureuse des donateurs et l'accent mis sur les résultats ont eu tendance à accentuer l'aversion au risque des ONGI, les rendant réticentes à s'engager dans ce qui pourrait être considéré comme des activités ou des partenariats à haut risque, et étouffant leur capacité à innover.

Principe d'Istanbul 4 : promouvoir un environnement durable

Principaux obstacles à la mise en œuvre

- » Les ONGI ne semblent pas encore passer de la parole aux actes en matière de durabilité environnementale, car celle-ci n'est pas systématiquement inscrite dans les politiques organisationnelles.
- » La résilience et l'adaptation au climat sont souvent considérées et organisées comme une sphère de programmation et de plaidoyer distincte des priorités des ONGI en matière de programmation et de plaidoyer sur le développement. Bien qu'il y ait un argument légitime pour que le financement climatique soit supplémentaire, il n'y a pas de justification programmatique pour qu'il soit distinct des approches durables dans un secteur donné.
- » Dans certains cas, cela a entraîné des incohérences dans les politiques de responsabilité sociale des entreprises entre et au sein des ONGI, ce qui a conduit à des tensions sur l'acceptation du financement des entreprises. Avec l'engagement croissant du secteur privé dans la coopération au développement et le rôle grandissant des ONGI dans les interventions financées par le financement climatique, il est probable que ces tensions s'accroissent.

Principe d'Istanbul 5 : Pratiquer la transparence et la responsabilité

Principaux obstacles à la mise en œuvre

- » L'amélioration de la transparence des ONGI semble être largement déterminée par les donateurs plutôt que par les ONGI elles-mêmes. À ce jour, trois gouvernements européens, le Royaume-Uni, les Pays-Bas et la Belgique, ont introduit des règles obligatoires pour les organisations bénéficiant de leur aide afin de rendre compte de leurs dépenses à l'IITA (*International Aid Transparency Initiative* – Initiative internationale pour la transparence de l'aide).
- » Un examen plus minutieux, des exigences statutaires plus strictes pour les ONGI et les délais courts des programmes financés par les donateurs ont renforcé la responsabilité centrée sur les donateurs au détriment de la "responsabilité descendante" envers les parties prenantes locales.

UN AN APRÈS :

- » La baisse de confiance dans les ONGI suite aux scandales de sauvegarde et de mauvaise gestion et à leur engagement dans la migration a encore accru la surveillance des donateurs à l'égard des ONGI.

Principe d'Istanbul 6 : poursuivre des partenariats équitables et la solidarité

Principaux obstacles à la mise en œuvre

UN AN APRÈS :

- » De nombreuses grandes ONGI sont des organisations multi-mandats et elles opèrent de plus en plus dans leurs pays du Nord ainsi que dans la plupart des pays en développement du Sud. Cette situation entraîne une concurrence accrue entre les ONGI et les OSC nationales pour l'obtention des rares ressources des donateurs. La dépendance accrue des ONGI à l'égard du financement des donateurs contribue également à biaiser et à limiter leur soutien stratégique aux partenaires.
- » Dans de nombreux cas, la conformité aux réglementations et aux conditionnalités des donateurs empêche les ONGI de fournir un financement de base adéquat et durable aux partenaires. De plus, l'accent exagéré mis sur la prévention des risques et la conformité peut conduire à ce que certains partenaires locaux soient perçus comme trop risqués par les donateurs et donc souvent par les ONGI également.
- » Le changement de discours qui a vu la perception des ONGI par les donateurs passer de partenaires à exécutants de projets n'est pas propice à l'établissement par les ONGI de partenariats égaux avec les partenaires locaux, qui sont souvent encore traités comme des sous-traitants.
- » La faiblesse ou l'incohérence des compétences de leadership des ONGI, leurs structures et leurs cycles et mécanismes de planification interne n'ont pas permis de soutenir une contribution adéquate des partenaires, qui aurait favorisé des partenariats équitables.

UN AN APRÈS :

CSOPartnership 
for **Development Effectiveness**